

RCRC

Croix-Rouge Croissant-Rouge

NUMÉRO 2 · 2015 www.redcross.int

Des données qui changent tout

Vies sauvées, santé améliorée, secours mieux acheminés

Des fondements solides

Quand la loi permet une action humanitaire plus efficace et rigoureuse

Sur le front des catastrophes et des conflits

En première ligne au Népal et au Yémen

Des cicatrices invisibles



LE MAGAZINE DU MOUVEMENT INTERNATIONAL
DE LA CROIX-ROUGE ET DU CROISSANT-ROUGE

Le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge comprend trois composantes:

le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) et les Sociétés nationales.



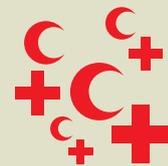
CICR

Organisation impartiale, neutre et indépendante, **le Comité international de la Croix-Rouge (CICR)** a la mission exclusivement humanitaire de protéger la vie et la dignité des victimes de conflits armés et d'autres situations de violence, et de leur porter assistance. Le CICR s'efforce également de prévenir la souffrance par la promotion et le renforcement du droit et des principes humanitaires universels. Créé en 1863, le CICR est à l'origine des Conventions de Genève et du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, dont il dirige et coordonne les activités internationales dans les conflits armés et les autres situations de violence.



Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

La Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) est le plus vaste réseau humanitaire de volontaires au monde. Il touche chaque année, à travers ses 189 Sociétés nationales, 150 millions de personnes. Ensemble, nous œuvrons avant, pendant et après les catastrophes et les urgences sanitaires pour répondre aux besoins et améliorer les conditions d'existence des personnes vulnérables. La FICR agit de façon impartiale, sans distinction de nationalité, de race, de sexe, de croyances religieuses, de classe ou d'opinion politique. Guidée par la Stratégie 2020 – son plan d'action collectif pour relever les grands défis de la décennie en matière d'aide humanitaire et de développement –, la FICR est déterminée à «sauver des vies et changer les mentalités».



Les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge mettent en application les buts et les principes du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge dans 189 pays. Elles y assument le rôle d'auxiliaires des pouvoirs publics pour tout ce qui concerne l'humanitaire et y conduisent des activités dans des domaines tels que les secours en cas de catastrophe, les services de santé et l'assistance sociale. En temps de guerre, elles fournissent une assistance à la population civile affectée et apportent leur soutien aux services de santé de l'armée, le cas échéant.

Le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

est guidé par sept Principes fondamentaux :

humanité, impartialité, neutralité, indépendance, volontariat, unité et universalité.

Toutes les activités de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge poursuivent le même objectif :
aider ceux qui souffrent, sans discrimination aucune, et contribuer ainsi à la paix dans le monde.

Combattre les violences sexuelles contre les hommes et les garçons

LE JOUR N'EST PLUS très éloigné où les acteurs humanitaires de terrain auront intégré l'idée que toute personne — homme ou femme, enfant, adolescent, adulte ou personne âgée — peut avoir subi des violences sexuelles.

Des mécanismes appropriés d'intervention, de protection et de prévention seront en place pour répondre aux besoins de ces « survivants », dont il est probable qu'un sur trois soit de sexe masculin. (Pour surprenant que ce chiffre puisse paraître, il est corroboré par de nombreux exemples historiques, comme les « camps de viol » en Bosnie-Herzégovine dans les années 1990, où l'on estime qu'un tiers des victimes de viol étaient de sexe masculin.)

Les articles n'évoqueront plus ce sujet comme s'ils révélaient un secret longtemps caché. Les sessions de formation sur la violence sexiste aborderont systématiquement tout l'éventail des besoins spécifiques (physiques, psychologiques, sociaux ou politiques) des survivants des deux sexes.

Pourquoi tout cela ? Parce que le silence qui étouffe ce sujet tabou est aujourd'hui brisé par les situations, nombreuses et variées, dans lesquelles le caractère sexuel de la violence (y compris la torture) exercée contre des hommes et des garçons est de plus en plus attesté et indéniable. Les conflits en Bosnie-Herzégovine, en Irak, en Libye, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, à Sri Lanka et en Syrie, pour ne citer que quelques exemples, ont tous suscité l'exode de nombreux hommes réfugiés qui ont fui des formes multiples de violence sexuelle, sans bénéficier d'aucun secours.

Les nouvelles analyses des témoignages d'hommes victimes de torture par le passé — comme ceux apportés à la Commission vérité et réconciliation du Pérou — ont révélé que bon nombre d'entre eux avaient subi des sévices sexuels. Les tortures infligées aux hommes irakiens détenus à Abou



Photo : Will Storr

Ghraib étaient indéniablement des violences sexuelles, de même que de nombreux actes jusque-là considérés comme relevant de la torture en Libye, à Sri Lanka et en Syrie.

Tout le domaine de l'étude des violences sexistes est progressivement repensé pour refléter ces réalités. Les organismes humanitaires reconnaissent les besoins des hommes et des garçons, qui devraient être pris en considération parallèlement à ceux des femmes et des filles.

Les progrès rapides des techniques, qui permettent de faire mieux entendre les voix des survivants et des militants, jouent un rôle clé pour accélérer le rejet du modèle simpliste « bourreau masculin, victime féminine ». Les caméras numériques, les smartphones et la

« Il ne s'agit pas le moins du monde, ce faisant, de relâcher les efforts en faveur des femmes et des jeunes filles, mais bien de rechercher et d'obtenir les moyens financiers et humains de démultiplier nos capacités d'intervention en faveur de tous les survivants aux violences sexuelles. »

circulation rapide des données donnent à des actes comme ceux d'Abou Ghraib une publicité jusqu'ici inimaginable.

Les survivants et leurs alliés recourent à ces moyens pour surmonter les réticences des institutions qui considèrent que les violences sexuelles ne concernent que les femmes et les filles, et pour accumuler des éléments de preuve.

La pratique actuelle de bon nombre d'experts de ce domaine, qui consiste à passer sous silence ce tiers masculin de victimes de violences sexuelles, est mal avisée et ne fait rien pour l'égalité des sexes. Il faut trouver la volonté politique de revenir au principe humanitaire qui impose de secourir les plus vulnérables, indépendamment de l'âge, du sexe ou des opinions politiques, et de réfléchir à ce qui est requis en termes de preuves, de droits et d'interventions fondées sur les besoins.

L'impératif le plus urgent est que les humanitaires élargissent leur conception de la violence sexiste et mettent en place des activités de formation et de sensibilisation qui révèlent à quel point la violence sexuelle peut être dissimulée par l'emploi de termes de portée générale comme « torture ». Cette nouvelle vision permettra de combler les lacunes existant dans les connaissances relatives aux diverses formes de violence sexuelle.

Il ne s'agit pas le moins du monde, ce faisant, de relâcher les efforts en faveur des femmes et des jeunes filles, mais bien de rechercher et d'obtenir les moyens financiers et humains de démultiplier nos capacités d'intervention en faveur de tous les survivants aux violences sexuelles.

Chris Dolan

Chris Dolan est médecin et directeur du Refugee Law Project, basé à Kampala (Ouganda). Ses activités auprès des survivants de violences sexuelles ont fait de lui un expert reconnu à l'échelle internationale sur le thème des violences sexuelles touchant les hommes.

Le conflit aggrave le manque d'eau au Proche et Moyen-Orient

Avant même que n'éclatent les conflits en Irak et en Syrie, la population du Proche et du Moyen-Orient souffrait de graves carences en eau; la violence croissante de ces dernières années, conjuguée à des précipitations anormalement faibles, rend de plus en plus problématique l'accès à une quantité suffisante d'eau de qualité acceptable, affirme un rapport récent du CICR. Une grande partie des systèmes vieillissants d'alimentation en eau, d'assainissement et d'électricité avaient déjà du mal à répondre à la demande de la population croissante de la région avant que n'éclatent ces conflits. Aujourd'hui, avec plus de 7,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur de la Syrie et quelque 3,7 millions de Syriens cherchant refuge dans les pays voisins, les systèmes d'alimentation en eau déjà fragiles dans les communautés qui accueillent les déplacés sont poussés à bout et la qualité de l'eau continue à se dégrader.

Appels à l'action sur la migration

Les secrétaires généraux de 21 Sociétés européennes de la Croix-Rouge, associés au secrétaire général de la FICR Elhadj As Sy, ont appelé à des politiques d'accueil plus ouvertes à l'égard des migrants après une nouvelle série de catastrophes en

Des paroles aux actes

Lors de la XXXII^e Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge au mois de décembre, les membres «de base» auront-ils voix au chapitre ? Une initiative lancée en août à l'échelle du Mouvement, intitulée «Des paroles aux actes», répond à la question au moyen d'un forum interactif en ligne destiné à garantir que les débats globaux du mois de décembre reflètent bien les besoins locaux. Il s'agit d'inciter les employés et les volontaires des Sociétés nationales à participer à un dialogue sur les trois thèmes de la Conférence : prévenir et combattre la violence; la sécurité et l'accès; réduire les risques et renforcer la résilience. Faites-vous entendre : www.voicestoaction.org

mer qui ont fait des milliers de morts en Méditerranée. «Nous devons reconnaître que le drame des migrants représente une urgence humanitaire», affirment les secrétaires généraux dans un texte publié au mois de mai, rejetant l'argument selon lequel faciliter le périple des migrants pourrait être un facteur d'appel encourageant la migration : «En tant que membres de la Croix-Rouge, nous appelons instamment nos gouvernements à s'élever au-dessus de ce genre de déclaration, à reconnaître que la migration est un fait, et à assumer leurs obligations au regard du droit international.»

Les «vieilles méthodes» ont du bon

Un projet pilote associant les prévisions météorologiques les plus modernes aux connaissances traditionnelles est en cours à Tuvalu, archipel du Pacifique, afin d'aider la population à faire face aux changements climatiques et aux catastrophes. Il s'agit d'améliorer la résilience des habitants en fournissant aux communautés, dans les langues locales et sous une forme accessible et acceptée, des informations sur le temps et le climat ainsi que des alertes avancées. Selon Olioliga Iosua, secrétaire générale de la Société de la Croix-Rouge de Tuvalu, ces informations, associées aux connaissances traditionnelles, aideront les membres de la communauté de Teone à mieux affronter les catastrophes. «Il faut remettre au goût du jour des procédés anciens, comme la manière de sécher, de saler ou d'enterrer la nourriture pour la conserver, parfois pendant des années. Le plan de la Croix-Rouge en tient compte. Les jeunes ont l'habitude d'acheter leur nourriture, mais les anciens n'ont pas oublié les vieilles méthodes.»

La Croix-Rouge du Népal perd trois agents dans le séisme

Tout en poursuivant son action au service des milliers de personnes touchées par les séismes d'avril et de mai, la Croix-Rouge du Népal rend hommage à trois de ses membres, décédés dans l'accomplissement de leur tâche le 25 avril. Sanumaiya Kapali



Photo : Croissant-Rouge de l'Irak

Fuir «pour échapper à la mort» en Irak

Dans le centre de l'Irak, les combats dans la ville de Ramadi ont forcé des milliers de personnes à fuir leur domicile pour chercher refuge dans des zones plus sûres du pays, en particulier à Amiriyyat Al-Fallujah et Al-Khalidiya, dans la province d'Anbar. Le Croissant-Rouge de l'Irak a signalé que plus de 2000 familles étaient déplacées, ce qui aggrave une situation humanitaire déjà fragile. «À Ramadi, la situation est mauvaise», explique Abou Ahmed, forcé de fuir par les violences récentes. «De nombreux habitants ont perdu la vie dans des échanges de tirs.» Le Croissant-Rouge de l'Irak a envoyé des convois d'assistance, mais les affrontements récents ont grevé un peu plus encore les ressources de la Société nationale, laquelle apportait déjà une aide d'urgence à plus de 2500 familles qui avaient fui, un mois plus tôt, vers les villes de Habbaniyah, Fallouja et Husaybah.

(53 ans), Lal Maya Gurung (43 ans) et Sirman Dangol (20 ans) sont morts pendant une opération de collecte de sang sur la place Durbar, dans le centre historique de Katmandou. Sept personnes ont perdu la vie en même temps que les employés de la Croix-Rouge dans l'effondrement du bâtiment.

Les combats dans le nord du Nigéria aggravent les souffrances

Dans la ville de Maiduguri, au nord-est du Nigéria, épice de affrontements entre le groupe Boko Haram et l'armée nigériane, l'ampleur des besoins humanitaires et les terribles blessures physiques et mentales que la violence inflige à la population défient l'imagination. «Des

communautés entières ont fui leurs villages et endurent des souffrances inouïes», a déclaré Peter Maurer, le président du CICR, lors d'une récente visite sur place. On estime à 1,5 million le nombre de personnes déplacées, en majorité à l'intérieur du pays. Le CICR a distribué des secours alimentaires d'urgence et des articles de ménage essentiels à près de 260 000 personnes dans le nord-est du Nigéria et à 65 000 personnes au Niger voisin. Il a en outre lancé un appel pour recueillir 60 millions de dollars supplémentaires, tandis que la FICR lançait un appel d'urgence d'un montant de 2,8 millions de dollars pour fournir à 150 000 personnes des moyens de subsistance et un appui psychologique et social ainsi que des soins de santé, des articles de ménage et de l'eau potable.

Indice humanitaire

54 : nombre de Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge qui combattent le problème des violences sexistes et sexuelles liées aux conflits et aux catastrophes, selon un exercice de cartographie à l'échelle du Mouvement entrepris par la FICR et le CICR.
1750 : nombre estimé de personnes mortes dans la traversée entre la Libye et Lampedusa (Italie) au cours des quatre premiers mois de 2015*.
5000 : nombre de personnes qui seraient mortes en tentant de traverser la Méditerranée pour gagner

l'Europe dans les 18 derniers mois*.
50 millions : nombre de personnes contraintes d'émigrer l'année dernière, un chiffre sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale*.
640 497 : nombre de maisons endommagées par les séismes au Népal en avril et en mai, dont plus de 220 000 entièrement détruites, selon le gouvernement népalais.
930 000 : nombre de familles déplacées à cause des séismes au Népal en avril et en mai, selon la Croix-Rouge du Népal.

* Source : Organisation internationale pour les migrations.

Sommaire

NUMÉRO 2 · 2015 · www.redcross.int

- En couverture 4
- Des cicatrices invisibles**
Le Mouvement redouble d'activité pour venir en aide aux victimes de la violence sexuelle et sexiste, passant d'une riposte ad hoc à une démarche intégrée dans les interventions d'urgence. Toutefois, les victimes de ces crimes demeurent souvent invisibles pour les organisations humanitaires. Les agents de secours doivent donc apprendre à déceler les symptômes, à écouter les victimes et à proposer des soins plus adaptés, dans l'urgence comme à long terme.
-
- Les soins de santé dans les conflits 10
- Des données salvatrices**
En République centrafricaine, un système permettant de collecter les données sanitaires grâce à des téléphones mobiles démontre que, même dans un pays déchiré par la violence entre factions, le système national de santé peut assurer l'approvisionnement en médicaments antipaludiques vitaux.
-
- Focus 14
- Secourir après le drame grâce aux outils modernes**
À New York, les volontaires de la Croix-Rouge américaine disposent d'outils nouveaux pour localiser, aider et contacter les victimes d'incendie. Le photographe Marko Kocic a suivi les volontaires assurant le service de nuit dans la métropole américaine.
-
- Technologie et action humanitaire 16
- La connaissance, clé de l'action**
Aux Philippines, l'utilisation de tablettes numériques et d'un système conçu par le CICR pour transmettre et gérer les données permet de rendre plus salubres et plus humaines les conditions de détention.
-

Veuillez adresser vos articles, demandes de renseignements et toute correspondance à :
Croix-Rouge, Croissant-Rouge
Case postale 303, CH-1211 Genève 19, Suisse.
Courrier électronique : rccc@ifrc.org n° ISBN 1019-9349

Rédacteur en chef
Malcolm Lucard

Secrétaire de rédaction
Paul Lemerise

Édition française
Dominique Leveillé

Maquette
Baseline Arts Ltd., Oxford (Royaume-Uni)

Mise en pages
New Internationalist, Oxford (Royaume-Uni)

Imprimé
sur papier exempt de chlore par IRL Plus SA, Lausanne SA (Suisse)

Comité de rédaction
CICR
Mohini Ghai Kramer
Dorothea Krimitsas
Sophie Orr

FICR
Benoît Carpentier
Maureen McKenna
Nina de Rochefort

- Conflit 18
- Le point de rupture**
Alors que les autres organisations d'assistance ont quitté le pays en raison des combats violents, le Croissant-Rouge du Yémen et un petit groupe d'employés nationaux et d'expatriés du CICR demeurent sur place, avec abnégation, pour fournir des services humanitaires.
-

- Catastrophe naturelle 20
- Sous le choc**
Après le violent séisme survenu au mois d'avril, suivi par de nombreuses secousses et par une puissante réplique, la population du Népal apprend à survivre, à reconstruire et à affronter le traumatisme, alors que de nouvelles répliques font resurgir des souvenirs atroces.
-

- Les Principes fondamentaux 24
- Des fondements plus solides**
De solides fondements juridiques et structurels sont essentiels pour permettre aux Sociétés nationales de fournir une aide humanitaire vitale dans le respect des Principes fondamentaux.
-

- Supports d'information 29
- Découvrez le CICR; les carences en eau durant les conflits; les leçons d'Ebola pour la santé communautaire : voici quelques-uns des sujets traités dans les publications du Mouvement au cours des derniers mois.

Nous remercions chaleureusement les chercheurs et le personnel d'appui du CICR, de la FICR et des Sociétés nationales pour leur concours.

Croix-Rouge, Croissant-Rouge paraît trois fois par an, en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe. Il est tiré à plus de 70 000 exemplaires et diffusé dans 189 pays.

Les opinions exprimées n'engagent que les auteurs des articles et ne reflètent pas nécessairement l'opinion du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Les articles non sollicités sont les bienvenus, mais ne seront pas renvoyés.

La rédaction se réserve le droit de récrire tous les articles. Les articles et les photographies non soumis au droit d'auteur peuvent être reproduits sans autorisation préalable; prière de citer *Croix-Rouge, Croissant-Rouge*.

Les cartes publiées dans ce magazine ont une valeur strictement informative et sont dénuées de toute signification politique.

.....

Couverture : Cet homme âgé de 21 ans, originaire de la République démocratique du Congo, a été forcé d'assister au viol de sa sœur avant d'être violé lui-même. Il vit aujourd'hui en Ouganda, où il reçoit une aide pour panser les blessures psychologiques et physiques causées par cette agression. Photo : Will Storr.

Illustrations sur cette page, de haut en bas : Will Storr; Juozas Cernius/FICR; Marko Kocic/Croix-Rouge américaine; REUTERS/Darren Whiteside; Thomas Glass/CICR



4. Des cicatrices invisibles



10. Des données salvatrices



14. Secourir après le drame



16. La connaissance, clé de l'action



18. Le point de rupture

Des cicatrices invisibles

Le Mouvement redouble d'activité en faveur des victimes de violences sexuelles et sexistes, mais la tâche est immense. Les survivants, frappés d'opprobre ou craignant des représailles ou de nouvelles violences, sont souvent cachés. Pour leur venir en aide, les acteurs humanitaires doivent être capables de déceler les symptômes, d'écouter leurs récits et de réagir de manière adaptée au contexte.

(Les noms de tous les survivants ont été modifiés.)

DIANA A 26 ANS. Les cicatrices qu'elle dissimule sous ses longs cheveux sombres lui rappellent en permanence ce jour où elle a été violée, puis laissée pour morte, par quatre hommes dans son village, non loin de Medellín (Colombie).

«J'essaie d'oublier mais je me rappelle tout. J'avais 13 ans. Je me souviens comment ils ont arraché mes habits, comment ils m'ont plaquée contre un mur, comment ils ont lacéré mon visage et m'ont frappée. J'ai repris conscience six jours plus tard et on m'a expliqué que j'avais subi un viol collectif.»

Son histoire est loin d'être un cas isolé. Ces récits terrifiants de personnes enlevées, brutalisées et violées, souvent de manière répétée, sont d'une fréquence choquante.

Ces drames ont des répercussions durables et graves, tant pour les survivants que pour leur communauté. Pour preuve, le cas de Lisa, qui habitait avec ses parents à la campagne en Colombie, avant d'accepter un emploi de cuisinière à l'extérieur de son village. Elle a été réduite en esclavage par des hommes armés dans un campement à proximité. Victime d'abus sexuels et régulièrement bat-

tue, elle est tombée enceinte avant de réussir à s'enfuir pour gagner un autre village non loin de là.

Lorsque ce village a été frappé par des inondations, elle a pu embarquer à bord de l'un des hélicoptères qui évacuaient les habitants. «C'était le moment idéal pour quitter mon village et gagner la capitale de ma région», dit-elle aujourd'hui. Après avoir obtenu de l'aide et de l'orientation auprès de la Croix-Rouge colombienne, elle a pu parvenir jusqu'à un foyer pour femmes soutenu par le CICR.

Traumatisée, craignant pour sa vie, elle explique qu'elle manque de la confiance nécessaire pour chercher du travail, craignant de signer des documents qui pourraient renseigner ses agresseurs. «Je ne peux même pas trouver un vrai travail et je ne peux pas sortir comme une personne normale», dit-elle, ajoutant qu'elle ne pourra sans doute jamais retourner dans son village natal.

Une crise humanitaire globale

Il est impossible de quantifier avec précision l'ampleur des violences sexuelles perpétrées pendant les con-

Les personnes qui survivent au traumatisme du viol doivent souvent taire ce qui leur est arrivé, par crainte de l'opprobre ou de représailles. Dans certaines régions du monde, les femmes violées risquent même d'être tuées pour avoir «deshonoré» leur famille. Dans d'autres cas, les femmes qui dénoncent leurs agresseurs s'exposent à des représailles. Cette femme qui témoigne lors d'un procès concernant un viol massif en République démocratique du Congo est protégée par un voile qui préserve son anonymat. Cette photographie fait partie d'une série couronnée par le concours de photojournalisme humanitaire «Visa d'Or humanitaire du CICR».

Photo : Diana Zeyneb Alhindawi



«Les victimes arrivent ici battues, perturbées et profondément meurtries. Nous les aidons à surmonter leur traumatisme autant que faire se peut.»

Nina Mjabeti, assistante du CICR en République centrafricaine, qui offre un soutien émotionnel et psychosocial aux victimes de violences sexuelles

flits et les autres situations de crise, mais des récits tels que ceux-ci — comprenant des cas d’esclavage sexuel, de viols systématiques et de prostitution forcée — se multiplient dans la presse mondiale et ont enfin placé le problème au premier plan des préoccupations de la communauté humanitaire internationale.

Outre les séquelles psychologiques et physiques pour les survivants, la violence sexuelle entraîne de graves conséquences sur les victimes, sur les familles et parfois sur la communauté tout entière en termes humanitaires. Elle contribue grandement à la diffusion de maladies infectieuses mortelles et représente de graves risques de santé pour les survivants — femmes, hommes, garçons ou filles — qui n’ont bien souvent que peu ou pas de possibilités de se faire soigner.

Le scandale récent causé par des soldats français des forces de maintien de la paix en République centrafricaine, accusés d’avoir exploité des personnes en situation désespérée en proposant des rations alimentaires contre des services sexuels, souligne encore l’ampleur du problème. Lorsque le conflit ou les catastrophes rendent extrêmement précieux la nourriture

et d’autres articles de survie, les jeunes des deux sexes sont aussi très vulnérables à l’exploitation et aux abus sexuels.

Des paroles aux actes

Comment réagir ? En général, la réaction du Mouvement consiste en une démarche mixte, selon les mandats : déploiement dans les zones touchées de personnels ayant des compétences en soutien psychosocial en cas de traumatismes causés par des violences sexuelles, sensibilisation et renforcement des compétences de l’ensemble des acteurs du Mouvement et collaboration avec des partenaires qui offrent déjà des services de santé sur le terrain. Le CICR complète cette démarche en coopérant avec les parties au conflit afin de leur permettre de mieux respecter le droit international humanitaire.

Entre autres exemples, les «maisons d’écoute» soutenues par le CICR en République démocratique du Congo (RDC), où des conseillers locaux formés apportent un soutien psychologique aux victimes, ou les programmes de prévention de la violence



en Colombie, où le CICR s'est associé à une organisation non gouvernementale (ONG) locale, Profamilia, qui offre des services médicaux, psychologiques et juridiques aux victimes de violences sexuelles. Il s'agit là de deux pays dans lesquels la présence ancienne du CICR, liée aux conflits en cours, et ses partenariats locaux ont aidé les programmes à prendre racine.

De la même manière, en République centrafricaine, le CICR ne se contente pas de former son propre personnel local : il assure la formation et l'encadrement du personnel médical local et d'autres acteurs de la communauté pour leur permettre d'identifier les victimes de violences sexuelles et d'apporter un soutien psychologique de base (voir encadré en page 7).

Plus généralement, lorsqu'il s'agit de répondre aux violences sexuelles et sexistes après une catastrophe naturelle, ou dans le cadre de programmes communautaires de prévention de la violence, il est nécessaire, là aussi, de tirer parti de toutes les compétences présentes.

Quelque 54 Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge sont aussi dotées de programmes qui combattent les violences sexuelles ou sexistes dans les conflits et les catastrophes, selon une étude récente à l'échelle du Mouvement entier. Un grand nombre de ces projets adoptent une méthode plurisectorielle dans laquelle les Sociétés nationales s'associent avec d'autres organisations qui offrent des services spécialisés et complémentaires. Les soins d'urgence immédiats, la prévention et la sensibilisation deviennent aussi une composante plus courante des activités de santé à assise communautaire et des activités de prévention de la violence.

Ainsi, la Croix-Rouge libanaise dispose d'un programme psychosocial, soutenu par la Croix-Rouge

☞ Dans certains conflits, les femmes sont considérées par certaines parties comme un «butin de guerre» et leurs ravisseurs font d'elles des esclaves. Après avoir été enlevée et violée à plusieurs reprises par un groupe armé en Irak, Ilham a réussi à s'échapper et à parvenir jusqu'à un camp de réfugiés.

Photo : REUTERS/Asmaa Waguih

danoise, qui englobe la protection de l'enfance et la violence sexiste pour les personnes qui ont fui les combats en Syrie. La Société du Croissant-Rouge palestinien fait un travail similaire dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban et dans les territoires occupés.

«Si nous parvenons à réduire, ne serait-ce que de quelques points, le pourcentage de personnes qui se livrent à la violence, cela contribuera à accroître la sécurité des membres de notre communauté», dit Khalend Issa Abou Al-Omarein, volontaire du Croissant-Rouge palestinien qui contribue à organiser les sessions dans le camp d'Ain El-Helwe, où la prévalence élevée des actes de violence sexuelle est exacerbée par la surpopulation et le chômage.

La FICR, pour sa part, soutient les Sociétés nationales dans ce domaine, y compris en engageant des conseillers «genre et diversité» à Beyrouth, à Kuala Lumpur et à Nairobi pour aider les Sociétés nationales à identifier des partenaires, à former leur personnel et leurs volontaires et à formuler des solutions appropriées à la situation locale.

Des enjeux multiples

L'enjeu actuel, cependant, consiste à mettre sur pied une riposte rapide à l'échelle de la crise en cours. La plupart des interventions du Mouvement sont relativement isolées et de faible ampleur par rapport à l'ampleur du problème. En outre, étant donné la sensibilité des problèmes, il faut du temps pour les mettre au point.

La majorité des organisations humanitaires actives dans ce domaine admettent qu'aucun groupe ni aucun organisme ne peut faire face seul à la violence sexuelle, surtout dans des conflits complexes et de grandes dimensions qui se déroulent dans des pays

vastes et inaccessibles comme la République centrafricaine, la RDC ou la Colombie. C'est l'une des raisons pour lesquelles les programmes les plus réussis du CICR se déroulent dans des lieux où, présent depuis longtemps, il a pu développer des relations avec des partenaires en qui il a confiance, notamment parmi les ONG nationales et internationales ayant des compétences dans divers domaines.

Au cours des dix dernières années, Médecins sans Frontières (MSF) a aussi acquis des compétences considérables et conçu un ensemble de mesures différentes, de l'Amérique latine au Pacifique Sud.

Cependant, Catrin Schulte-Hillen, sage-femme auprès de MSF, explique qu'à l'exception de la RDC, où les soins aux victimes de viol sont souvent intégrés dans les interventions d'urgence immédiates, MSF n'a la plupart du temps réussi à mettre en place des mesures adaptées qu'après la fin de la phase critique du conflit.

«Nous savons concevoir des programmes classiques lorsque nous disposons de personnel spécialisé et de moyens bien répertoriés, mais nous ne sommes pas aussi efficaces au début des situations d'urgence, ni quand le conflit bat son plein.

«Lorsque le conflit fait rage, poursuit-elle, les gens ne se rendent dans les dispensaires que si leur vie est en danger. Ils ne sont pas toujours prêts à courir le risque d'aller consulter pour des sévices sexuels, sauf s'il s'agit d'un enfant gravement blessé. Ils ne voient pas nécessairement ce que ces soins médicaux pourraient leur apporter.»

«Nous savons concevoir des programmes classiques lorsque nous disposons de personnel spécialisé et de moyens bien répertoriés, mais nous ne sommes pas aussi efficaces au début des situations d'urgence, ni quand le conflit bat son plein.»

Catrin Schulte-Hillen,
médecin travaillant pour
Médecins sans Frontières

Surmonter la douleur

Dans la sous-préfecture de Kaga Bandoro, en République centrafricaine, des victimes de violences sexuelles peuvent bénéficier d'une écoute attentive dans plusieurs centres de santé où le CICR et des soignants locaux offrent un soutien psychosocial et médical.

«Les victimes arrivent ici battues, perturbées et profondément meurtries», explique Nina Mjabeti, assistante du CICR, qui a plus de cinq ans d'expérience d'aide psychosociale aux victimes de la violence. «Nous les aidons à surmonter leur traumatisme autant que faire se peut.»

Des sages-femmes répondent aux besoins médicaux des victimes de viol, après quoi celles-ci peuvent voir des assistants psychosociaux, qui les écoutent et qui font preuve d'empathie dans l'espoir de réduire les symptômes, qui peuvent comprendre des cauchemars, la peur de s'aventurer à l'extérieur et le désir de s'isoler.

«De nombreuses personnes reviennent pour exprimer leur satisfaction concernant la qualité de l'aide reçue, et en particulier le respect de la confidentialité», explique Nina Mjabeti.

Les équipes du CICR ont constaté qu'après cinq ou six séances, de nombreuses victimes d'événements traumatisants commencent à reprendre confiance et à relever la tête. Cependant, les blessures subies par des personnes qui ont été témoins de meurtres, qui ont perdu un conjoint ou qui ont été victimes de pillage ou de viol mettent du temps à guérir.

C'est pourquoi le travail effectué en dehors des centres, dans les communautés où vivent les victimes, est aussi très important. Dans des séances de sensibilisation, en groupe ou porte à porte, les employés ou les partenaires du CICR soulignent que les services sont gratuits et qu'il est essentiel d'éviter de stigmatiser les victimes. «Pour les victimes de viol, nous insistons sur la nécessité de venir au centre dans les 72 heures pour que l'intervention soit efficace», ajoute Claudia Ricio Ibarra Lopez, déléguée psychosociale du CICR à Kaga-Bandoro.

«Nous expliquons aussi aux communautés qu'une femme victime de viol n'est pas responsable de ce qui lui est arrivé et que ces incidents sont exclusivement le résultat de la guerre et de la violence armée.»

Parallèlement, le CICR entretient aussi le dialogue avec tous les porteurs d'armes afin de leur rappeler leurs obligations de respecter la population civile et les règles de la guerre, et en particulier le fait que le viol constitue une grave violation du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits de l'homme.

D'autre part, explique-t-elle, lorsqu'une crise éclate, les organisations humanitaires sont confrontées à une foule de besoins urgents et de problèmes logistiques. Bien souvent, elles ne sont pas en mesure de mettre en place une réaction rapide face à un problème complexe, où les victimes ne sont pas toujours clairement visibles, même pour le personnel médical, et où la confidentialité est essentielle.

«L'un des problèmes les plus ardues est d'identifier les victimes et d'avoir accès à ces personnes qui sont trop effrayées pour demander de l'aide, à cause de la réprobation sociale et de la peur des représailles», explique Catrin Schulte-Hillen, ajoutant que les victimes ignorent souvent que des services de soutien sont disponibles ou que des soins apportés dans les 72 heures peuvent réduire le risque d'infection par le VIH après un viol.

«Ce n'est pas une excuse, c'est la réalité. Il faut tenir compte de cette "invisibilité" des victimes. De par notre expérience, nous savons qu'elles existent; par conséquent, si nous ne les voyons pas, c'est faute de les chercher. La question est donc : en avons-nous les moyens ? Et cette recherche est-elle une priorité pour nous ?»

Comblent le fossé

Ce sont là des questions que se pose aussi le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, qui s'est engagé à de nombreuses reprises, au cours des dernières années, à faire de la violence sexuelle une priorité de son action humanitaire. Toute la difficulté consiste à traduire ces déclarations en actes sur le terrain.

Au cours des quatre dernières années, des progrès considérables ont été réalisés et une gamme de services nouveaux sont offerts. Cependant, comme le reconnaissait dernièrement Yves Daccord, le directeur général du CICR, il existe toujours un fossé entre la volonté de l'organisation et sa capacité de réagir efficacement dans des situations différentes. Pour combler ce fossé, explique-t-il, il ne s'agit pas simplement «de déployer quelques spécialistes supplémentaires sur le terrain, mais bien d'intégrer la conscience du problème dans toute notre action».

Coline Rapneau, conseillère sur la violence sexuelle au sein de la Direction des opérations du CICR, ajoute que le CICR cherche à combattre l'invisibilité du phénomène due à la crainte des victimes d'être dénigrées, rejetées ou de subir des représailles. Le personnel du CICR doit désormais partir du principe que les conflits ou les autres situations de violence donnent lieu à des violences sexuelles, qu'il y ait ou non des allégations précises à cet effet. Le CICR n'attend plus qu'émergent des preuves pour préparer ses interventions.

«Nous avons en fait inversé le fardeau de la preuve, de manière à ce que les employés du CICR prennent les devants même si les victimes ne s'annoncent pas encore, explique Coline Rapneau. Ce changement de paradigme, qui date de 2013, nous incite aussi fortement à en faire plus pour mieux comprendre les tendances et les schémas de la violence sexuelle et pour répondre efficacement aux besoins.»

Alors que le CICR avait par le passé tendance à réagir au cas par cas, aujourd'hui l'organisation «s'efforce de



traiter ce problème de manière plus systématique», affirme Coline Rapneau. La réponse du CICR inclut neuf psychologues cliniciens déployés sur le terrain pour traiter spécifiquement ce problème; leur nombre a été multiplié par trois au cours des trois dernières années. Ces spécialistes conçoivent des programmes destinés aux survivants des violences sexuelles, parallèlement aux activités médicales du CICR, afin de souligner l'importance du problème dans chaque situation. Ils forment et encadrent, sur place, le personnel local.

Partie intégrante

Au sein de la FICR aussi, on est de plus en plus conscient que la violence sexuelle et sexiste est une composante de toute crise, et que les capacités de réaction doivent être intégrées à toutes les opérations d'assistance humanitaire, assure Siobhán Foran, conseillère «genre et diversité» au sein de la FICR à Genève.

Cette démarche, fondée sur des documents directeurs essentiels, vise à intégrer la sensibilisation au problème et la capacité de réagir dans les opérations de base, durant les urgences comme après les crises.

L'une des conditions, pour ce faire, est d'engager davantage d'experts. La FICR a ainsi récemment recruté des conseillers «genre et diversité» à Beyrouth, Kuala Lumpur et Nairobi, pour concevoir des sessions de formation et des procédures adaptées aux situations locales. L'idée n'est pas seulement de disposer de spécialistes pour réagir, mais plutôt de renforcer les capacités du personnel de terrain de la FICR et des Sociétés nationales pour traiter cette question éminemment délicate.

«Ces mesures doivent être adaptées au contexte local, explique Siobhán Foran. Si quelque chose ne cadre pas avec ce contexte, les conseillers peuvent le supprimer, ou ajouter quelque chose de plus important pour une région précise.»

Dans l'intervalle, les conseillers «genre et diversité» de la FICR et des Sociétés nationales sont de plus en plus souvent intégrés aux efforts internationaux de secours, y compris après le typhon Haiyan aux Philippines, lors

☞ C'est dans les années 1990, après le génocide au Rwanda et la guerre dans les Balkans, que de nombreuses organisations humanitaires ont pleinement pris conscience du phénomène des viols à grande échelle en temps de conflit ou de violences massives. Pour appeler l'attention sur ce problème, Alketa Xhafa-Mripa, artiste née au Kosovo, a suspendu en 2015 des robes et des jupes à des lignes tendues dans un stade à Pristina, la capitale du Kosovo.

Photo : REUTERS/Hazir Reka

Dans le prochain numéro

Un monde de migrants

Jamais, depuis la Seconde Guerre mondiale, le monde n'avait compté autant de personnes déplacées. Dans notre prochain numéro, nous examinerons la riposte du Mouvement à ce problème humanitaire global toujours plus brûlant.

du récent séisme au Népal et dans les pays qui accueillent les personnes déplacées d'Irak et de Syrie. Certaines unités d'intervention d'urgence, comme au Canada, comprennent maintenant couramment un délégué psychosocial; la réponse à la violence sexiste et la protection de l'enfance sont des éléments clés de leur mandat.

Une norme minimale

Selon Gurvindher Singh, conseiller pour la prévention de la violence à la FICR, le travail consiste en grande partie à préparer l'ensemble des personnes qui travaillent en première ligne et qui peuvent déceler les signes de la violence sexuelle et réagir de manière appropriée, en utilisant les services disponibles ou en orientant les victimes vers d'autres organisations offrant des services complémentaires.

«Il faudrait au minimum qu'il y ait, au sein de toute Société nationale et de la FICR, des personnes capables de réagir de manière appropriée lorsque des cas de violence sexuelle sont révélés, car il ne faut pas aggraver encore la situation. Nous devrions pouvoir expliquer aux victimes quelles options s'offrent à elles et à qui elles peuvent s'adresser pour recevoir de l'aide.»

Ce n'est là, cependant, qu'une partie de la solution, explique Siobhán Foran : la réaction à la violence sexiste doit en effet, à ses yeux, être pleinement intégrée, dès le départ, aux opérations d'urgence de la FICR. «Cette capacité de réaction doit faire partie de notre fonctionnement habituel», ajoute-t-elle.

Il faut donc disposer de conseillers «genre et diversité» ou protection au sein des premières équipes d'évaluation; en outre, des agents de soutien psychosocial formés à la violence sexuelle doivent être systématiquement intégrés dans les unités d'intervention d'urgence. «Tout comme on a un spécialiste eau et assainissement, un spécialiste de logistique, il faut avoir un spécialiste "genre et diversité" ou protection, explique Siobhán Foran. Nous devons dresser une liste de personnes au sein du Mouvement capables d'assumer cette fonction.»

Une stigmatisation dangereuse

Plus encore que le nombre de projets ou de programmes, c'est la qualité des mesures qui compte. Des interventions mal exécutées peuvent avoir des conséquences graves et potentiellement très néfastes.

Au Moyen-Orient, où les conflits en Irak et en Syrie ont donné lieu à de nombreux rapports faisant état de violences sexuelles contre des femmes, il pourrait être plus risqué de réagir mal que de ne rien faire.

Il n'est que trop fréquent que les victimes risquent non seulement d'être mises à l'index ou exclues, mais bien d'être tuées pour «laver» l'honneur de la famille. «Une femme victime de violences sexuelles peut encourir de grands risques si elle demande de l'aide à des services de santé; il faut donc veiller à prendre toutes les mesures nécessaires, dont la confidentialité, faute de quoi on risque de la condamner à mort», explique Coline Rapneau.

La question est encore plus complexe lorsque la loi, comme dans certains pays, oblige les établissements de santé à signaler les cas de viol aux autorités. Les victimes

peuvent alors craindre de se plaindre, et il peut aussi être plus difficile, dans cette situation, de fournir des services humanitaires de manière confidentielle.

En raison des sensibilités culturelles et du manque de partenariats préexistants autour du problème de la violence sexuelle, la réaction du mouvement dans les pays touchés par les conflits d'Irak et de Syrie a été relativement limitée, selon les personnes consultées pour cet article. Les services sont plutôt offerts discrètement dans le cadre d'activités plus générales, comme les services de santé et de premiers secours communautaires offerts par les Sociétés nationales et par la FICR dans les camps ou dans les communautés qui accueillent des réfugiés.

Les «autres» victimes invisibles

Il convient de prendre en considération des sensibilités du même ordre avec les victimes masculines de violences sexuelles, affirme Chris Dolan, directeur du Refugee Law Project, un projet à visée communautaire basé à l'Université de Makerere à Kampala (Ouganda).

Le problème, selon Chris Dolan, est que l'on connaît mal le phénomène de la violence sexuelle infligée par des hommes à d'autres hommes. Selon ses travaux de recherche, 3 % seulement des ONG qui s'occupent de violences sexuelles proposent des services destinés aux personnes de sexe masculin, en dépit du fait que les hommes représentent jusqu'à un tiers des victimes.

«Nous avons examiné des hommes qui fuyaient le conflit dans l'est de la RDC. Un sur trois avait subi des violences sexuelles au cours de sa vie et 14 % d'entre eux au cours de l'année précédant l'étude.»

Chris Dolan affirme qu'à cause de l'opprobre associé à ce phénomène, il est fréquent que les cas de viol ne soient pas dénoncés lorsqu'un homme en est victime; c'est la raison pour laquelle de nombreux hommes victimes d'abus sexuels ne reçoivent pas le soutien médical et psychologique dont ils ont besoin.

«Les conseillers doivent apprendre à mieux décoder les signes de mauvais traitement, explique Chris Dolan. Les médecins doivent être formés pour faire face aux

Créer un havre sûr

La violence sexuelle frappe souvent lorsque les gens sont particulièrement vulnérables : quand ils ont été contraints de fuir leur foyer et vivent dans des camps où la protection et le maintien de l'ordre sont réduits au minimum.

En 2011, la Croix-Rouge du Kenya a repris la coordination de deux des plus grands camps dans l'ensemble de camps réfugiés de Dadaab, qui accueillent 80 000 personnes, en majorité de Somalie et du Soudan du Sud, et où les femmes et les jeunes filles courent des risques de subir des violences sexistes.

La Croix-Rouge du Kenya a lancé une initiative de prévention de la violence, avec le soutien des Sociétés nationales du Canada et d'Irlande et en partenariat avec une série d'organisations internationales, dont ONU Femmes, Save the Children et Islamic Relief.

«Nous avons parcouru le camp, carré par carré, en travaillant avec d'autres réfugiés, pour organiser des comités d'autodéfense, pour créer des clubs de non-violence dirigés par des hommes et pour créer des espaces sûrs pour les femmes», explique Mary, réfugiée du Soudan du Sud et volontaire de la Croix-Rouge du Kenya.

Trois ans plus tard, une étude indépendante a montré que le nombre d'incidents de violence avait chuté de 77 % et que plus de 80 % des personnes ayant pris part à l'initiative avaient changé leur comportement.

blesures physiques causées par ce type de violence et la communauté humanitaire doit répondre aux besoins particuliers — abri, nourriture, eau et assainissement — de cette population.»

Des solutions locales

L'une des manières de répondre aux besoins spécifiques des victimes, en tenant compte des particularités de chaque situation, consiste à tirer parti des réseaux existants, qui bénéficient de la confiance de la population locale. «Les solutions prêt-à-porter, toutes faites, ne fonctionnent pas, dit Gurvindher Singh. Seules les solutions adaptées au contexte local sont durables et efficaces.»

L'étude récente sur les activités concernant les violences sexuelles et sexistes recommande de renforcer les partenariats et d'en nouer de nouveaux en permanence et pas seulement en période de crise. La contribution des Sociétés nationales, dont les volontaires comprennent la culture locale, pourrait être encore plus grande.

Il faut aussi davantage de moyens, affirme l'étude, en particulier pour la formation et pour accroître les capacités au sein du Mouvement. Cela signifie que le Mouvement doit mieux quantifier l'impact de son action.

Dans l'intervalle, les témoignages des victimes qui ont bénéficié de ces interventions plaident fortement en faveur d'une action plus vigoureuse. Ainsi de Maffa, qui, à l'âge de 11 ans, a été enlevée en Colombie à plusieurs reprises par des hommes armés sur le chemin de l'école dans une zone rurale de Colombie. Droguee, elle a subi des violences sexuelles répétées, avant de réussir à échapper à ce cauchemar et à trouver de l'aide grâce au CICR, où elle a enfin pu parler de ce qu'elle avait vécu.

«J'ai compris que ce n'était pas de ma faute et que je n'avais rien fait de mal», explique-t-elle, ajoutant que le fait de parler de ses épreuves l'a aidée à prendre la décision de retourner à l'école avec succès et de devenir infirmière. «À présent, en tant qu'infirmière, je m'occupe même de cas dans lesquels des personnes ont aussi eu à faire avec des groupes armés, et je peux parler avec elles de ce qu'elles ont vécu.» ■

Claire Doole

Journaliste indépendante et productrice vidéo basée à Genève (Suisse).

🕒 Le viol est aussi employé comme méthode de guerre contre les hommes, afin de terroriser les individus et de déstabiliser les structures familiales et communautaires. La femme de cet homme a menacé de le quitter parce qu'il a été violé par des hommes armés.

Photo : Will Storr



Des données salvatrices

Dans un pays déchiré, les données aident la population à échapper à la peine de mort qu'entraîne l'absence de médicaments antipaludiques.

DANS L'EXTRÉMITÉ ORIENTALE de la République centrafricaine, qui s'étend entre les frontières du Sud-Soudan et de la République démocratique du Congo, Yves Ngonakpa s'assure que les dispensaires, dans cette partie reculée du pays, sont bien pourvus en médicaments antipaludiques.

La ville où travaille cet agent de santé, Obo, est à plus de 2000 kilomètres de la capitale, Bangui, et même dans des conditions idéales, il n'est pas facile d'y acheminer des marchandises. Lorsque le pays a été plongé dans un conflit interne en décembre 2013, les rares voies d'approvisionnement ont été entièrement bloquées. Il est devenu presque impossible de ne serait-ce que d'envoyer des informations de base sur le nombre mensuel de cas de paludisme ou les niveaux des stocks au ministère de la Santé à Bangui.

«Avec la distance, les difficultés logistiques et l'insécurité croissante, il me faudrait au moins un mois pour apporter des rapports à Bangui de la manière habituelle, explique Yves Ngonakpa. Aucun véhicule ne se rend à Bangui depuis ici et les routes sont pour ainsi dire inexistantes. Avec l'augmentation des enlèvements et du brigandage sur la route, personne ne serait sûr de pouvoir atteindre la capitale.»

En matière de paludisme, un retard d'un seul jour dans le traitement peut entraîner la mort, en particulier chez de jeunes enfants. Un nouveau système de collecte rapide de données par téléphone mobile, appelé RAMP, qui permet de télécharger des données

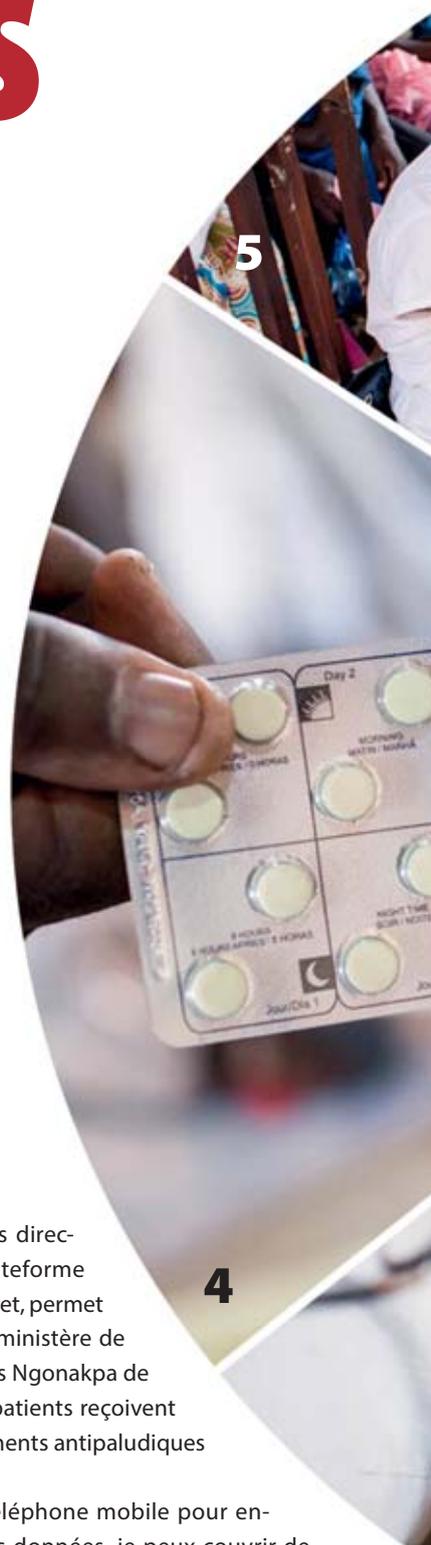
«Quand nous avons commencé, nous avons été choqués de constater que 30 % des établissements de soins de Bangui n'avaient pas de stocks de médicaments antipaludiques. Nous avons réagi et trois ou quatre mois plus tard, tous étaient approvisionnés.»

Mac Otten, médecin et chef de l'équipe de suivi et d'évaluation de la FICR en République centrafricaine

sanitaires complètes directement sur une plateforme centralisée sur Internet, permet à des employés du ministère de la Santé comme Yves Ngonakpa de veiller à ce que les patients reçoivent à temps les médicaments antipaludiques dont ils ont besoin.

«En utilisant le téléphone mobile pour envoyer et recevoir les données, je peux couvrir de vastes zones en un temps très court, explique-t-il. Quand nos stocks baissent ou lorsque nous nous heurtons à d'autres problèmes, je peux communiquer rapidement avec Bangui, alors que par le passé cela pouvait prendre des semaines.»

Dans des lieux comme Obo, il est important de savoir quand les stocks de médicaments baissent, parce que les avions qui peuvent les acheminer, affrétés par les organisations humanitaires, ne passent pas souvent.





1

2

3

Voici comment une base de données fondée sur la téléphonie mobile contribue à sauver des vies en République centrafricaine. 1. Lorsque les combats rendent les déplacements dangereux, les gens ne fréquentent les centres de soins que lorsque leurs enfants ou eux-mêmes sont déjà malades. 2. Une fois les patients soignés, les informations concernant les cas de paludisme et les autres problèmes sanitaires sont enregistrés dans les centres de santé.

3. Les données sur le nombre de cas, sur les quantités de médicaments antipaludiques en dotation et sur les tests sont ensuite saisies dans des formulaires électroniques sur des smartphones. 4. Grâce à ces informations, le ministère de la Santé envoie les médicaments là où les besoins sont les plus grands. 5. Les malades ont ainsi plus de chances d'être bien testés et soignés pour le paludisme. Les données sur les traitements sont à leur tour saisies dans le système électronique, ce qui permet aux responsables de la santé de suivre les progrès réalisés dans la lutte contre la maladie et de veiller à ce que les stocks de médicaments restent suffisants.

Photo : Juozas Cernius/FICR

Grâce au système RAMP, explique Yves Ngonakpa, le réapprovisionnement peut se faire juste avant que les stocks ne s'épuisent.

La première cause de décès

Le problème ne concerne pas que les villes isolées comme Obo. «Le paludisme est la première cause de décès pour les enfants d'Afrique, et la République centrafricaine présente l'un des taux de paludisme les plus élevés du monde», explique Mac Otten, médecin et chef de l'équipe de suivi et d'évaluation de la FICR en République centrafricaine. «Le paludisme est de loin le premier facteur de décès d'enfants dans le pays.»

Dans n'importe quel département d'hôpital à Bangui, la capitale, ou ailleurs dans le pays, plus de la moitié des lits sont occupés par des personnes hospitalisées à cause du paludisme, et près de la moitié des malades qui décèdent dans ces hôpitaux mourront de cette maladie transmise par les moustiques et qu'il est possible de prévenir.

Des décennies de guerre civile et d'insécurité avaient déjà affaibli les systèmes de santé communautaire qui auraient pu contenir la maladie. Après l'expansion ou l'intensification des combats en décembre 2013, le fragile système social s'est encore détérioré et a presque entièrement bloqué l'économie, déjà mal en point, et ses systèmes social, politique et sanitaire.

En avril 2014, près d'un tiers des 900 établissements de santé du pays avaient fermé ou avaient été pillés tandis que leurs employés avaient fui vers les zones ou

«Nous savons maintenant, semaine après semaine, qui a des médicaments et qui n'en a pas, et nous pouvons utiliser ces informations pour sauver des vies.»

Désiré Takoumbo, délégué de la FICR chargé de la surveillance et de l'évaluation du paludisme en République centrafricaine

☺ C'est en partie grâce au système RAMP, le système de collecte rapide de données par téléphone mobile, que cette petite fille, qui vit à Bangui, en République centrafricaine, peut bénéficier du traitement antipaludique dont elle a besoin.

Photo : Juozas Cernius/FICR

les pays voisins, ou étaient simplement trop effrayés pour se rendre à leur travail. Ailleurs, les agents de santé étaient restés, mais les stocks de médicaments et d'autres fournitures étaient presque ou totalement épuisés, alors que de nombreux médecins et personnels infirmiers travaillaient sans être payés.

C'est dans ce contexte que la FICR a pris la tête d'un projet soutenu par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme pour distribuer plus de 2 millions de moustiquaires dans tout le pays et pour concevoir un programme destiné à soutenir jusqu'à 166 centres de santé en leur fournissant des médicaments antipaludiques. (D'autres organisations humanitaires se sont engagées à soutenir plus de 200 centres de santé supplémentaires.)

Le nombre de personnes qui reçoivent des médicaments qui leur sauveront la vie et qui pourraient rompre le cycle de réinfection causé lorsqu'une personne malade est piquée par un moustique susceptible de transmettre le paludisme a beaucoup augmenté.

«Le plus remarquable, c'est que nous recevons maintenant des rapports en provenance de zones dont nous pensions que jamais nous n'obtiendrions d'informations», dit Désiré Takoumbo, délégué de la FICR chargé de la surveillance et de l'évaluation du paludisme en République centrafricaine. «Nous savons maintenant, semaine après semaine, qui a des médicaments et qui n'en a pas, et nous pouvons utiliser ces informations pour sauver des vies.»



Les données ont aussi été utiles, étant donné la fluidité des affrontements, pour déterminer quels établissements demeuraient opérationnels à tel ou tel instant. Par le passé, ces rapports auraient dû être acheminés en voiture de tous les sites du pays — ce qui, même en période de calme, aurait exigé un long voyage — avant que les données ne soient saisies manuellement dans une base de données centrale. «Vous pouvez imaginer la tâche consistant à saisir 900 rapports papier dans le système central», explique Mac Otten. Lorsque les épidémiologistes du ministère de la Santé prenaient connaissance des données, celles-ci étaient parfois périmées depuis plus de trois mois.

Avec le système RAMP, les informations sont téléchargées en temps réel du terrain dans la base de données centrale. «L'avantage principal est la rapidité avec laquelle nous recevons les informations, que nous pouvons immédiatement utiliser pour agir», explique M'bary Siolo Mada Bebelou, médecin spécialiste de santé publique et point focal de la FICR sur le paludisme dans le pays.

Les premières étapes de la mise en œuvre du projet ont démontré l'utilité du système. «Quand nous avons commencé, nous avons été choqués de constater que 30 % des établissements de soins de Bangui n'avaient pas de stocks de médicaments antipaludiques» explique Mac Otten. «Nous avons réagi et trois ou quatre mois plus tard, tous étaient approvisionnés.»

Les écueils à surmonter

La difficulté, désormais, consiste à toucher le reste des dispensaires qui sont opérationnels, mais qui ne participent pas au système RAMP de collecte de données. Les responsables du programme affirment qu'il a déjà fait ses preuves et mérite de devenir un système de rapport sanitaire pour de nombreux indicateurs et pas uniquement pour le paludisme. «Nous ne le considérons pas comme une simple base de données liée à un projet, explique Mac Otten : nous voulons bâtir un système d'information national afin que l'ensemble des 900 établissements sanitaires transmettent ainsi des rapports.»

Le système pourrait-il par exemple être utilisé plus largement pour surveiller et réagir à d'autres fléaux importants, comme le VIH/sida et la tuberculose, qui exigent des régimes de soins plus complexes et peut-être des systèmes nouveaux pour suivre les patients ? Pourrait-il, en dehors des centres de soins, être étendu pour rassembler des informations sur la santé communautaire, comme cela a déjà été fait, non sans succès, au Kenya, en Namibie et au Nigéria ?

Étendre le champ d'application d'un système, fût-il relativement simple et peu coûteux comme RAMP, ne va pas sans difficultés. Dans des pays comme la République centrafricaine, le téléphone mobile est répandu, mais pas omniprésent. L'accès au réseau n'est possible, dans certaines zones, que deux heures par jour, pen-

dant lesquelles les lignes sont surchargées par des personnes qui cherchent à passer des appels urgents.

D'autre part, bon nombre des agents de santé qui collectent les données comprennent très bien les informations médicales qu'ils doivent réunir, mais ils ne sont pas nécessairement très au fait du maniement d'un smartphone. Les responsables de projets ont vite compris qu'ils devaient étendre la formation sur smartphone de un à trois jours afin de garantir que les données soient saisies et transmises correctement.

Péril en la demeure

Les problèmes de sécurité dans le pays entraînent aussi l'absence de superviseurs sur place pour corriger les erreurs ou pour vérifier les données. Le système table alors sur d'autres mesures de contrôle. Ainsi, les exemplaires papier des rapports sanitaires sont conservés dans les centres de santé et les points focaux conservent un exemplaire dans les sièges de district. Cette structure permet des contrôles de qualité, ou des vérifications croisées entre les données qui parviennent à Bangui, d'une part, et les cas individuels ainsi que l'utilisation des médicaments dans chaque dispensaire, d'autre part.

Pour Jason Peat, responsable d'unité à la FICR à Genève, le projet RAMP montre que malgré ces difficultés, l'utilisation d'une technique déjà disponible peut jouer un rôle important pour aider les systèmes sanitaires à fonctionner, même dans des sociétés profondément fracturées par la violence.

«Cela montre que même dans un pays aussi fragile que celui-ci, c'est possible. Les prétextes parfois invoqués par les donateurs pour justifier leur réticence à l'égard des investissements en République centrafricaine — par exemple, qu'il n'existe pas de système pour évaluer correctement les besoins ou pour instaurer la transparence — ont été balayés par le système RAMP.»

La plupart des patients, comme ceux qui fréquentent le centre de santé Mamadou de Bangui, ne connaissent pas le système RAMP, qui est entièrement invisible. Ce qui importe pour eux, durant les périodes de carence et les brèves périodes sûres entre deux flambées de violence, c'est que les fournitures nécessaires aux tests et les médicaments soient disponibles là où ils sont nécessaires.

«Les tests rapides sont utiles parce qu'ils nous évitent d'avoir à attendre durant ces périodes d'insécurité», explique Edwidge, dont le bébé âgé d'un an a été testé positif au paludisme. «Et le fait que tout est gratuit, y compris les médicaments, me donne de l'espoir.»

Comme tous les patients réunis ici, Edwidge a été gravement marquée par les violences persistantes. «Je n'ai plus d'argent, j'ai perdu mon étal au marché à cause de la crise», explique la jeune femme, qui a un autre enfant de 3 ans. «Je suis donc très heureuse d'avoir une consultation antipaludique gratuite pour mon bébé.» ■

Nelly Muluka

Chargée de communications de la FICR en poste à Bangui.

«Les tests rapides sont utiles parce qu'ils nous évitent d'avoir à attendre durant ces périodes d'insécurité. Et le fait que tout est gratuit, y compris les médicaments, me donne de l'espoir.»

Edwidge, mère de deux enfants, venue au centre de santé Mamadou de Bangui avec son enfant âgé d'un an, testé positif au paludisme

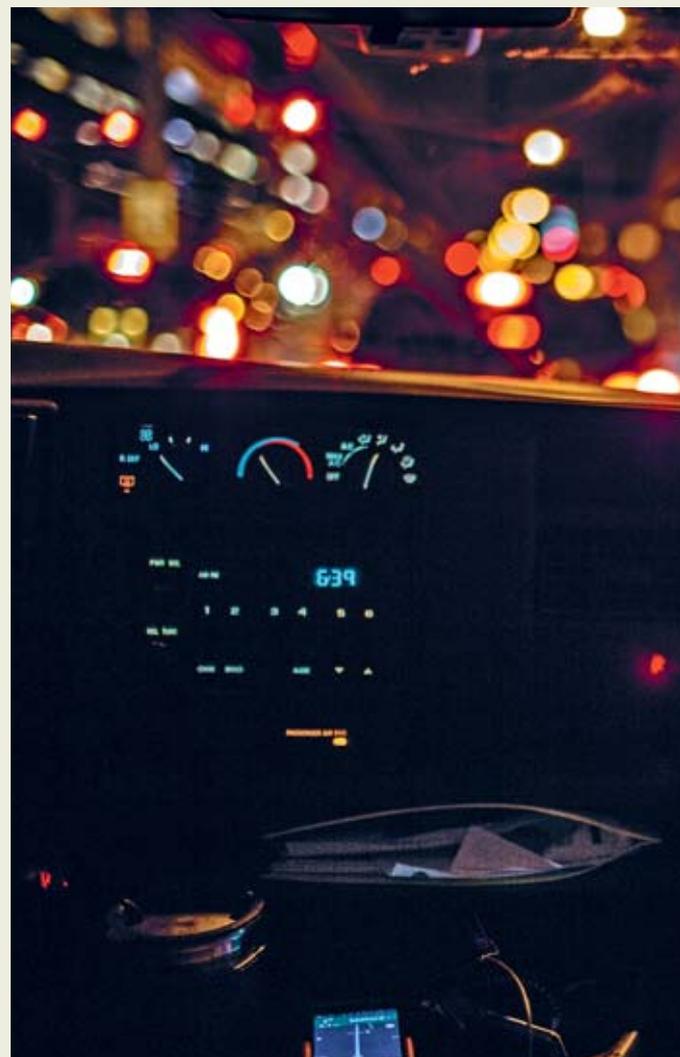
Secourir après le drame grâce aux outils modernes

Toutes les huit minutes — soit près de 70 000 fois par an —, la Croix-Rouge américaine intervient en urgence après un accident aux États-Unis. La majorité de ces crises qui bouleversent des existences sont des incendies ravageant des habitations, dont les médias, la plupart du temps, ne parlent même pas. Ces catastrophes silencieuses privent d'innombrables familles de leur foyer et de leurs biens, quand elles ne font pas des morts ou des blessés graves. Depuis des décennies, les personnes dont les logements ont été endommagés ou détruits par un incendie ou par une autre catastrophe à New York reçoivent la visite de volontaires de la Croix-Rouge américaine qui leur fournissent des couvertures, une trousse individuelle d'articles d'hygiène, un peu d'argent pour leurs besoins immédiats et un logement temporaire dans un hôtel du voisinage. C'est un service non négligeable dans une ville où la Croix-Rouge intervient jusqu'à 20 fois par jour pour des incendies. L'équipement des volontaires inclut désormais quelques nouveaux articles qui leur permettent de répondre aux besoins de la population de manière plus rapide et plus efficace. Dans le cadre d'un nouveau programme pilote lancé en juin 2014, les volontaires et les employés utilisent des smartphones et des tablettes numériques, directement reliés à un système de gestion centralisé en ligne, qui les aide à trouver et à soutenir les familles touchées, mais aussi à décrire et à suivre chaque cas. Le photographe Marko Kopic a accompagné des équipes de la région de New York de la Croix-Rouge américaine : voici son reportage.

① Dans le quartier de Hell's Kitchen, à Manhattan, des membres du service des urgences de la Croix-Rouge américaine surveillent toute une gamme de fréquences radio utilisées par des services d'urgence, dont une qui leur parvient directement du service des pompiers de New York. Lorsqu'un incendie éclate, le centre de communications d'urgence reçoit immédiatement des informations sur le type d'incendie (immeuble d'habitation ou local commercial), sur son ampleur et sur son emplacement.



② Dans le centre de communications d'urgence, une grande partie du travail quotidien consiste à envoyer les volontaires vers les sites d'incendies de logements qui éclatent dans les cinq arrondissements de la ville, où vivent plus de 8,4 millions de personnes. En 2014, 26 531 incendies de bâtiments (y compris résidentiels) ont été recensés dans l'ensemble de la ville par le service du feu. En cas d'incendie dans un immeuble d'habitation, mais aussi pour les incendies de très grande ampleur touchant des locaux commerciaux, les secouristes de la Croix-Rouge sont dépêchés sur le site. Ici, un membre de la Croix-Rouge utilise une tablette et «Google Maps» pour localiser un logement endommagé. Si nécessaire, le secouriste peut aussi prendre une photographie et l'envoyer au siège. Comme l'explique l'un d'entre eux, «nous n'avons pas que des bottes sur le terrain, mais aussi des yeux, parce que nous pouvons leur montrer [aux collègues du siège] ce que nous voyons.»





③ Ivan Callazo et Nadé Coulibaly, secouristes de la Croix-Rouge américaine, rassemblent des informations pour aider à quantifier les besoins d'une famille qui vient de subir un incendie à son domicile de Queens, l'un des cinq arrondissements de New York. Les volontaires utilisent des iPad fournis par la Croix-Rouge ainsi que leurs smartphones personnels pour saisir les données sur les dégâts et les besoins du ménage. Les iPad sont connectés à Internet par une carte SIM, de manière à pouvoir immédiatement télécharger les informations dans un logiciel de gestion des cas en ligne appelé CAS. Les employés chargés du cas peuvent ensuite accéder à ces informations lorsque la personne concernée se rend au siège de la section. Ce soir-là, la famille a aussi reçu des couvertures, une trousse de nettoyage, trois cartes de métro, de la nourriture pour quatre personnes et un bon pour deux nuits dans un hôtel du quartier.

④ Les secouristes peuvent aussi utiliser l'iPad pour charger de l'argent sur une carte de crédit de la Croix-Rouge américaine. Cette carte est offerte aux habitants qui pourraient en avoir besoin pour acheter de la nourriture, des vêtements ou d'autres articles d'urgence. Après un incendie à Jamaica, dans l'arrondissement de Queens, Nicole Marks, secouriste à temps partiel de la Croix-Rouge, utilise un iPad pour saisir des informations sur une famille qui s'est vu ordonner par les autorités de quitter son appartement ravagé par le feu et jugé dangereux.



⑤ Lorsque les autorités locales jugent qu'un logement est dangereux, les secouristes de la Croix-Rouge réservent pour les habitants concernés une chambre d'hôtel à proximité, pour plusieurs nuits si nécessaire. Sur cette image, le coordonnateur régional bénévole de la Croix-Rouge Richard Gallis parle à un couple forcé de quitter son logis par le département des pompiers pour des raisons de santé et de sécurité. Il leur explique les mesures d'assistance immédiate que la Croix-Rouge peut offrir à la famille et ce qu'ils devront faire dans les jours à venir pour recevoir une aide à plus long terme si nécessaire. Le couple est convié à rencontrer un agent au siège de la section locale de la Croix-Rouge à Manhattan, qui pourra les orienter vers d'autres services.

La connaissance, clé de l'action

L'utilisation de tablettes numériques et d'un système de transmission des données en temps réel permet de rendre plus salubres et plus humaines les conditions de détention aux Philippines.

AL'INSTAR DE NOMBREUX organismes responsables de la gestion de systèmes pénitentiaires surpeuplés partout dans le monde, le Bureau d'administration pénitentiaire et de pénologie (BJMP) des Philippines a beaucoup de mal à assurer les innombrables travaux de réparation et de rénovation nécessaires pour améliorer les conditions de vie des détenus et pour préserver leur santé.

En tant qu'organisme responsable de la détention d'environ 80 000 personnes dans le pays, le Bureau a une tâche peu banale et ardue, puisque les 459 prisons de district et de municipalités qu'il gère sont disséminées dans un pays qui s'étend sur quelque 7000 îles éparpillées sur une surface totale de plus de 300 000 kilomètres carrés.

Ces établissements, conçus pour accueillir des détenus qui attendent leur procès, leur sentence ou qui purgent une peine de moins de trois ans, sont aussi extrêmement variés en termes d'ancienneté, d'état, de dimensions, de nombre de détenus et de qualité des services essentiels d'hygiène et de santé.

«Notre problème numéro un, c'est la surpopulation», explique Ruel Rivera, qui est à la tête de la direction de la logistique au BJMP à Manille.

Jusqu'à une date récente, il fallait souvent des mois ne serait-ce que pour obtenir des données cohérentes et précises sur les problèmes d'infrastructure des prisons (pannes du système d'eau, degré de surpopulation). Les ingénieurs envoyés par les bureaux régionaux devaient voyager régulièrement pour se rendre dans chaque établissement, puis remplir des formulaires qu'il fallait ensuite transporter, des endroits les plus reculés de chaque île, afin que les informations soient enfin saisies manuellement au siège. Ce processus exigeait beaucoup de temps et pouvait causer des erreurs.

«Nos prisons à Mindanao, par exemple, sont très loin de notre siège national, ici à Manille, explique Ruel Rivera. Pour obtenir ne serait-ce que des informations

«Grâce à la nouvelle base de données, nous pouvons consulter facilement un tableau de la situation actualisé en permanence, ce qui permet de prendre des décisions rapides sur les améliorations à apporter.»

Ruel Rivera, chef de la direction de la logistique au Bureau d'administration pénitentiaire et de pénologie des Philippines

de base, il faut passer beaucoup de temps dans des avions, des autobus ou en voiture.»

Mindanao est l'une des plus grandes îles des Philippines : située au sud de l'archipel, elle héberge environ 20 % de la population du pays et elle compte aussi 110 prisons, réparties dans de nombreux lieux isolés de l'île.

Même lorsque ce travail a été accompli, relève Ruel Rivera, les renseignements recueillis ne sont pas toujours suffisamment cohérents, complets ou détaillés pour permettre de prendre des décisions solides sur la meilleure manière de dépenser des ressources limitées ou de persuader les parlementaires d'allouer des ressources supplémentaires.

Les données font toute la différence

Pour le CICR, qui s'occupe d'améliorer le bien-être des détenus dans le système pénitentiaire du pays depuis des décennies et qui a contribué à perfectionner les systèmes d'eau, de santé et de nutrition dans de nombreux établissements, il était évident qu'il fallait faire plus que des réparations et aider le BJMP à trouver des solutions globales.

C'est ainsi qu'a été mis au point un système de collecte de données permettant aux ingénieurs des bureaux régionaux du BJMP de télécharger des rapports détaillés sur l'état des prisons, de leurs infrastructures et de leurs services dans un logiciel en ligne, grâce à une tablette ou à un smartphone.

«Ils peuvent parfaitement travailler hors ligne, puis, une fois qu'ils ont terminé leur travail et enregistré tous les formulaires, envoyer les données», explique Marco Albertini, coordonnateur eau et habitat du CICR aux Philippines.

Le programme permet de suivre un éventail très large de variables : surface par détenu, qualité de la ventilation, nombre de toilettes et taille des fosses septiques, qualité de l'eau potable, accès à un espace extérieur, etc., entre autres facteurs ayant des effets directs sur la santé, la dignité et le bien-être des personnes détenues. Les ingénieurs peuvent aussi télécharger des photographies des citernes, des canalisations, des cuisines ou des autres installations qui exigent des réparations.

Ces informations ne se limitent pas à la plomberie et au béton : le personnel de santé du BJMP peut aussi accéder à la base de données, appelée Majella, pour connaître le nombre de médecins par rapport à la population carcérale, la fréquence de leurs visites, les taux de morbidité et de mortalité, et la fréquence à laquelle les cuisines sont désinfectées.

Des changements concrets

Grâce à leur relation de travail ancienne, le BJMP et le CICR étaient déjà bien informés de l'état des prisons des Philippines avant de créer la base de données. Il y avait cependant des lacunes importantes, que le système contribue à combler et ces informations apportent déjà une différence importante dans la vie des détenus.



🔗 Le problème le plus grave, pour les responsables des prisons aux Philippines, est sans doute la surpopulation carcérale. Un nouveau programme de base de données accessible par des appareils portables, mis au point avec l'appui du CICR, permet maintenant au BJMP d'améliorer les conditions de vie des détenus en aidant les responsables à mieux comprendre la situation (comme la durée des sorties à l'air libre des prisonniers) et à répartir les ressources plus judicieusement pour améliorer la santé et la dignité des détenus.

Photo : REUTERS/Darren Whiteside

C'est ainsi que le nouveau système a révélé que plus de 7200 détenus séjournant dans 116 prisons n'avaient aucun accès à l'extérieur (voir graphique). Dans l'ensemble du système pénitentiaire, plus de 24 000 détenus, soit près du tiers de la population carcérale, passent moins d'une heure par jour à l'extérieur, alors que cette durée est considérée comme le minimum.

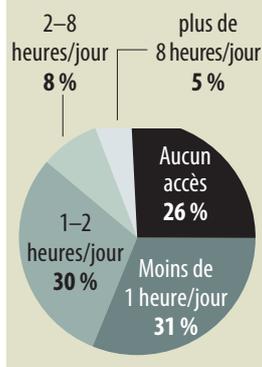
Ce simple fait peut avoir des répercussions graves sur la santé physique et mentale des détenus. Les flambées de maladies infectieuses, ou les problèmes de sécurité causés par la surpopulation et le manque d'espaces extérieurs, peuvent aussi entraîner des dépenses de santé importantes. «Si nous pouvions désengorger telle ou telle prison, explique Ruel Rivera, nous améliorerions en même temps les conditions sanitaires pour tous nos détenus.»

Les données précises contenues dans la base de données ont aussi aidé les responsables pénitentiaires à demander et à obtenir un budget supplémentaire, pour l'année 2015, de 108 millions de pesos (2,4 millions de dollars des É.-U.) qui permettra d'apporter des améliorations dans 31 prisons dans tout le pays. Dans certains districts, de nouveaux établissements seront construits, tandis que dans d'autres des cellules supplémentaires seront ajoutées dans des bâtiments existants, ou des clôtures seront érigées autour des prisons pour permettre aux prisonniers de prendre de l'exercice en plein air ou de disposer d'un espace de groupe pour des programmes à l'extérieur de leur cellule.

Pour les responsables des prisons, ce nouveau système a tout changé. «Grâce à la nouvelle base de données, nous pouvons consulter facilement un tableau de la situation actualisé en permanence, ce qui permet de prendre des décisions rapides sur les améliorations à apporter», explique Ruel Rivera.

Le système permet aussi au BJMP de faire des économies, car il n'est plus nécessaire pour les ingénieurs de Manille de se rendre directement dans chaque prison. Les 17 ingénieurs régionaux du BJMP reçoivent main-

Accès des détenus à l'air libre



🔗 Le nouveau système mobile de collecte de données permet aux autorités pénitentiaires de mieux connaître des aspects de la santé des détenus qui n'étaient pas suivis jusque-là. Il peut aussi présenter les données automatiquement sous forme de graphiques intuitifs, comme le graphique à secteurs ci-dessus, qui indique la durée de l'accès des détenus à un espace en plein air.

tenant une formation à l'utilisation du programme et envoient régulièrement des rapports.

Une approche globale

Pour le CICR, ce projet est un exemple de l'évolution de son action dans le domaine de la détention; plutôt que de se concentrer exclusivement sur le bien-être des prisonniers détenus pour des raisons liées au conflit interne qui se prolonge dans le pays depuis des décennies, il s'attache maintenant aux systèmes de santé, d'eau et de nutrition qui concernent la totalité des détenus.

«C'est un exemple de l'action que nous menons à un niveau plus élevé, par la formation ou par une meilleure gestion de l'information, afin de mieux comprendre le système et d'exercer un impact sur la totalité des établissements», explique Marco Albertini.

Le CICR poursuit en parallèle ses visites régulières des lieux de détention et son suivi individuel de certaines catégories de détenus, mais il importe de préciser que les rapports sur les visites et les autres informations confidentielles sur les prisonniers ne sont pas saisis dans ce système. En outre, toutes les informations transmises par le système mobile sont cryptées et l'accès à la base de données est restreint à un nombre très limité de collaborateurs du BJMP et du CICR.

Le CICR poursuit aussi ses interventions classiques en matière d'eau, d'habitat et de santé, qui vont de l'installation de nouvelles fosses septiques à la construction de toilettes en passant par le rééquipement de cuisines ou de dispensaires.

«Les connaissances nouvellement acquises aident aussi le CICR à réorienter nos équipes vers des établissements que nous ne connaissions pas jusque-là et où nous constatons des conditions de vie déplorables», ajoute Marco Albertini. «Cet outil est donc aussi utilisé par le CICR en matière de protection.»

«Comme il nous offre une connaissance intégrale et actualisée du système et qu'il nous permet ainsi de cibler les besoins les plus pressants, je dirais qu'ils nous aident réellement à sauver des vies.» ■



Le point de rupture

Avec l'intensification du conflit au Yémen, et alors que de nombreuses organisations d'assistance ont été contraintes de quitter le pays, les agents du Mouvement basés sur place ont formé la charpente de l'action humanitaire. Voici quelques-uns de leurs récits.

« **E**N PLEINE NUIT, j'ai entendu des explosions. J'ai décidé que c'était un cauchemar, j'ai fermé les yeux, mais une pensée a traversé mon esprit : "Combien de sacs pour dépouilles mortelles nous faudra-t-il demain ? À en juger par le bruit, un grand nombre.»

C'est ce type de pensée qui occupait dernièrement l'esprit de Fatimah Al-Yamani, employée terrain chargée de la protection au sein de la sous-délégation du CICR à Sanaa. «À mon lever, j'ai voulu me faire une tasse de café comme d'habitude, avant de me rappeler que l'électricité est coupée depuis des semaines, poursuit-elle. Tous les appareils électriques de la cuisine sont inutilisables.»

«J'arpente les rues désertes, seule, pour tenter de gagner le bureau. Les rues naguère toujours embotteillées sont maintenant de grands espaces déserts et sombres. Pas d'essence, pas de voitures, pas de passants. Pour faire passer le temps du trajet plus vite, j'essaie d'imaginer d'autres sources d'énergie, quelque chose qui pourrait ramener de la vie dans tout ce silence qui m'entoure.»

C'est là une scène de la vie de tous les jours dans le Yémen d'aujourd'hui, un pays conduit au bord du gouffre par des mois de combats intenses, de frappes aériennes, de bombardements et de sanctions économiques. Des moments de silence total sont interrompus par des tirs d'arme à feu et des explosions. Les tâches quotidiennes les plus simples — faire du café, trouver de la nourriture, traverser la ville pour se rendre au travail — sont souvent impossibles à cause du

manque de sécurité, d'électricité et de carburant. Dans ce chaos, la vie devient plus difficile jour après jour pour la population. Alors que le nombre de morts et de blessés continue d'augmenter, les hôpitaux et les dispensaires commencent à manquer de fournitures et de matériel médicaux essentiels. D'autres biens vitaux — l'eau, la nourriture, le carburant — commencent aussi à manquer dangereusement dans de nombreuses parties du pays.

Les seuls qui restent

Les employés et les volontaires du Mouvement en sont réduits à chercher des moyens d'apporter une aide vitale. Alors que la plupart des organisations internationales ont évacué leur personnel pour des motifs de sécurité, le CICR est toujours présent, avec 30 employés ambulants et 190 employés yéménites basés dans des bureaux à Saada, Sanaa, Taïz et Aden.

Aux côtés des employés et des volontaires du Croissant-Rouge du Yémen, qui ont eux aussi gravement souffert du conflit, ces agents humanitaires continuent à travailler 24 heures sur 24, malgré toutes les épreuves qu'ils endurent eux-mêmes : certains ont dû fuir leur foyer, d'autres ont perdu des proches ou tous leurs biens. Leur travail est extrêmement périlleux. À ce jour, quatre volontaires du Croissant-Rouge du Yémen ont perdu la vie dans l'accomplissement de leur tâche. Le cas le plus récent est celui de Jameela Naji Burut, volontaire de la section de Hajjah, tuée par une frappe aérienne alors qu'elle aidait des personnes touchées par une autre frappe survenue quelques instants plus tôt.

La majeure partie de ces volontaires et des employés du CICR travaillent 24 heures sur 24 car la situation l'exige, même lorsque leurs déplacements sont grandement limités par les dangers.

L'hôpital d'Al-Gomhariah est le principal hôpital de référence de la ville d'Aden et des gouvernorats voisins; le CICR lui apporte son soutien depuis le début des combats. À l'heure où ces lignes sont écrites, Ala Sahim, agent de santé de terrain de la sous-délégation d'Aden, a vécu dans l'établissement 24 heures sur 24 sans discontinuer depuis le 25 mars. «Je n'ai pas pu retourner chez moi à cause des barrages routiers et j'ai eu peur de ne plus pouvoir revenir à l'hôpital, là où l'on a le plus besoin de moi, si je le quittais», explique-t-il.

Aden est sans doute la ville la plus dangereuse du Yémen. Au mois de mars, la plupart des personnels ambulants ont été contraints de quitter la ville et l'hôpital a dû être évacué lorsque des combats se sont déroulés autour et à l'intérieur même du complexe. «Nous sommes choqués par le manque de respect dont font preuve les parties au conflit à l'égard de l'hôpital en tant qu'établissement de santé neutre», déclarait alors le chef de la délégation du CICR, Cédric Schweizer.

C'est Ala Sahim qui a dirigé l'évacuation et le retour des quelque 120 patients. «Assumer la responsabilité de l'hôpital et de son programme de réaction

«J'arpente les rues désertes, seule, pour tenter de gagner le bureau. Les rues naguère toujours embouteillées sont maintenant de grands espaces déserts et sombres. Pas d'essence, pas de voitures, pas de passants.»

Fatimah Al-Yamani, employée terrain chargée de la protection au sein de la sous-délégation du CICR à Sanaa

📍 Au Yémen, les civils ont terriblement souffert des combats. Ici, une équipe du CICR chargée de la protection évalue les dommages dans un quartier de Sanaa après des combats en mai 2015 au cours desquels plus de 25 civils auraient été tués.

Photo : Thomas Glass/CICR

📍 Outre les personnes tuées, certains habitants ont subi d'atroces blessures. Ce garçon a été gravement brûlé dans l'explosion d'un camion transportant du gaz à Sanaa, provoquée par les combats, qui a tué de nombreux membres de sa famille. Les établissements de soins ont aussi essuyé des tirs, mais le personnel de santé a continué à soigner les blessés.

Photo : Thomas Glass/CICR

d'urgence alors que des combats violents faisaient rage était une tâche très lourde», dit-il, mais il ajoute que les difficultés ont pu être surmontées grâce à l'aide du responsable de la sous-délégation et aux employés locaux. «Je suis très fier de ce que nous avons accompli pour gérer l'hôpital : nous avons réussi à soigner 800 blessés de guerre en un mois.»

D'immenses besoins

Toucher les personnes piégées par les combats était une autre tâche particulièrement ardue, explique Basheer Jubran, assistant au sein de la sous-délégation de Saada. «Les combats ont infligé des souffrances énormes à la population; le CICR a fait de son mieux pour faire face aux immenses besoins, tout particulièrement en termes de santé. Mais les routes n'étaient pas sûres et les victimes étaient souvent prises au piège. Nous avons donc envoyé du matériel aux structures de santé afin qu'elles puissent réagir sur place.»

Pendant ce temps, de nombreux employés étaient eux-mêmes directement touchés, explique Faris Beshari, chargé de la sécurité économique. «Certains de nos collègues dans le nord et dans le sud ont été victimes des frappes constantes; d'autres ont perdu des proches ou vu leur maison détruite», dit-il, ajoutant que des collègues ont parfois dû interrompre leur travail quotidien parce qu'ils étaient déplacés avec leur famille et devaient chercher un abri sûr.

«Les déplacements sont, de manière générale, plus difficiles qu'avant, mais nous sommes toujours capables d'acheminer des secours dans certaines zones touchées, poursuit Faris Beshari. Je suis très motivé et très désireux d'agir pour aider les victimes des combats en cours, malgré toutes les difficultés et les risques que nous affrontons sur le terrain.» ■

Adnan Hizam et Malcolm Lucard

Malcolm Lucard est rédacteur en chef de *Croix-Rouge, Croissant-Rouge*. Adnan Hizam est chargé de communications au sein de la sous-délégation du CICR à Sanaa





📍 L'expression du regard de Ranjita Khadka (13 ans) en dit long sur les souffrances que continuent d'endurer de nombreux enfants après les deux séismes qui ont frappé le Népal en avril et en mai 2015. Le Mouvement a non seulement fourni des vivres, des abris, des premiers secours et une aide médicale, mais aussi un large éventail de services d'appui psychologique et moral pour les communautés traumatisées.

Photo : Mirva Helenius/Croix-Rouge finlandaise



Sous le choc

Après le violent séisme du mois d'avril, suivi par de nombreuses secousses et par une puissante réplique, la population du Népal apprend à survivre, à reconstruire et à affronter le traumatisme, alors que les répliques font resurgir des souvenirs atroces.

DANS LEURS UNIFORMES pimpants et impeccables, les enfants se fraient un chemin à travers les décombres pour gagner l'école. La ville de Bhaktapur a été gravement endommagée par les deux séismes qui ont frappé le Népal en avril et en mai, faisant de nombreux morts et détruisant tous les bâtiments dans certaines zones.

La plupart des enfants ont perdu leur foyer; un grand nombre ont perdu des membres de leur famille. Pourtant, la rentrée scolaire marque un retour à une certaine normalité.

La maison de Bhumika et Suraj Sainju s'est effondrée lors du tremblement de terre, mais, par chance, les 28 membres de la famille ont réussi à s'échapper. Aujourd'hui, 11 d'entre eux vivent sous une tente fournie par la Croix-Rouge du Népal.

«Je suis content de retourner à l'école, nous dit Bhumika avec un sourire timide. Je retrouve mes amis et nous pouvons jouer ensemble. Ma matière préférée,

ce sont les mathématiques et je veux continuer à apprendre.»

L'école de Bhumika, en coopération avec la Croix-Rouge du Népal, a enseigné aux élèves comment se comporter en cas de tremblement de terre, en donnant des conseils simples sur les mesures de prévention et de protection.

Pour les plus jeunes enfants, les cours ont lieu dehors, sous une toile tendue dans la cour. Comme l'explique Binod Rai, le directeur, la tâche au cours de cette première semaine consiste à redonner confiance aux enfants, pour qu'ils se sentent en sécurité et aient du plaisir à fréquenter l'école.

«Près de 75 % des enfants sont de retour, explique-t-il. Ils sont heureux d'être là, mais nous devons veiller à leur bien-être psychologique, car ils sont terrorisés. Même s'ils ont l'air d'aller bien, nous les observons de près pour déceler des signes, et si nous constatons qu'ils sont énervés, nous les prenons à l'écart pour les

«Les enfants ont peur des hélicoptères parce que le bruit leur rappelle celui du tremblement de terre.»

Radhika Khadka, enseignante dans un village du district de Dolakha, au nord-est de Katmandou



rassurer et pour nous assurer que tout est en ordre. Je suis persuadé que c'est une bonne chose pour eux de reprendre les cours.»

Plus de 4000 établissements scolaires dans tout le pays ont été endommagés par les secousses, et bien des cours devront se dérouler sous tente. Binod Rai tient à dire aux écoliers que le bâtiment a été vérifié par la municipalité et qu'il offre toutes garanties de sécurité.

«Les enfants sont très résilients, mais nombreux, parmi eux, sont ceux qui ont traversé une période particulièrement traumatisante», explique Claire Groves, déléguée chargée de l'appui psychosocial à la FICR. «Retrouver l'école aide à recréer une structure et une routine familière qui donnent aux enfants un sentiment de sécurité. En allant à l'école, les enfants ont aussi la possibilité d'être parmi leurs pairs et de recevoir un soutien, et cela libère du temps pour les parents afin de leur permettre de reconstruire leur existence.»

Revivre le cauchemar

Ce type d'attention portée au bien-être psychologique et affectif des enfants et des adultes a fait partie intégrante des interventions après les séismes au Népal. Au lendemain d'une catastrophe, le bien-être psychologique des personnes est un facteur critique pour le relèvement des communautés, qui doivent aussi reconstruire les écoles, les entreprises, les routes et les maisons. Le soutien psychologique a pris une importance particulière au Népal lorsqu'un deuxième séisme est venu renforcer les craintes que survienne à tout moment une nouvelle catastrophe.

À Dolakha, district au nord-est de Katmandou, les dégâts considérables autour de la ville de Singati paralysent toute activité. Les rues désertes sont encombrées de gravats et de décombres. La plupart des bâtiments sont réduits en ruines et ceux qui sont encore debout sont tous fissurés, prêts à s'écrouler à tout moment. De temps à autre, le silence est brisé par des fragments qui

Chitra Kumari Khatri, âgée de 75 ans, assise dans les décombres de sa maison à Singati, dans la région de Dolakha, l'une des plus durement touchées par le second séisme du 12 mai 2015.

Photo : Mirva Helenius/Croix-Rouge finlandaise

Les séismes au Népal en chiffres

45 : pourcentage couvert au 7 juillet de l'appel de 78 millions de dollars des É.-U. lancé par la FICR.

7947 : nombre de volontaires mobilisés par la Croix-Rouge du Népal.

5,6 millions : nombre approximatif de personnes touchées.

4,4 milliards : montant (en dollars É.-U.) de l'assistance promise pour la reconstruction du Népal lors d'une conférence internationale en juin.

6,6 milliards : montant total estimé (en dollars É.-U.) nécessaire pour la reconstruction.



se détachent des maisons endommagées. À l'approche des hélicoptères, le sol tremble. Le deuxième séisme a endommagé de nombreuses routes dans le district, tandis que les glissements de terrain et les chutes de pierre empêchent tout accès par voie de terre aux zones situées au nord de Singati.

«Les enfants ont peur des hélicoptères parce que le bruit leur rappelle celui du tremblement de terre», explique Radhika Khadka, qui travaillait comme enseignante dans un autre village non loin de là.

Respirer librement

Aider les gens à affronter leurs peurs — des peurs qui sont une réaction naturelle après une catastrophe — peut les aider à reprendre pied plus rapidement et à prendre des décisions plus rationnelles au cas où surviendrait un autre séisme, mais il n'est pas toujours facile de les amener à évoquer leurs craintes.

«Nous sommes tous des victimes du tremblement de terre», dit Jaya Shree Silpakar, conseillère de la Croix-Rouge du Népal, à un groupe d'habitants de Khalte, un

village isolé perché sur une colline dans le centre du pays. «Nous devons nous rassembler et écouter ce que chacun a à dire. À ce stade, il est très important que nous exprimions nos émotions refoulées. Avez-vous envie de vous joindre à nous ?»

Jaya Shree Silpakar est venue à Khalte pour offrir un soutien psychosocial de base. Quelque 70 femmes, hommes et enfants sont réunis dans un abri construit récemment par les villageois au moyen de matériaux récupérés dans les décombres de leurs maisons. Le programme mené par la Croix-Rouge du Népal dans cinq districts est issu des activités menées naguère par le CICR auprès de familles de personnes disparues lors du conflit interne qui a ravagé le Népal pendant dix ans.

«Nous essayons de permettre aux habitants des régions gravement touchées d'exprimer leurs craintes, de mieux se préparer à vivre dans l'incertitude, et de comprendre qu'ils ont une réaction normale face à un événement anormal. C'est une manière d'empêcher que le traumatisme initial ne devienne chronique», explique Yubaraj Adhikari, qui dirige le

«Ils sont heureux d'être là, mais nous devons veiller à leur bien-être psychologique, car ils sont terrorisés.»

Binod Rai, directeur d'école à Bhaktapur



🕒 Le 25 avril 2015, un violent tremblement de terre d'une amplitude de 7,8 a ravagé le Népal, provoquant des dégâts massifs dans des zones urbaines densément peuplées, comme la capitale, Katmandou, mais aussi dans des villes et villages isolés. Deux semaines plus tard, le 12 mai, un deuxième séisme d'une amplitude de 7,4 achevait de raser un grand nombre de bâtiments déjà endommagés. Des répliques puissantes se sont succédées des semaines durant, accroissant les risques de nouveaux dégâts et renforçant l'angoisse générale.

Photo : Carl Whetham/FICR

🕒 Dès l'instant où le sol a cessé de trembler après le premier séisme, la Croix-Rouge du Népal a joué un rôle directeur en secourant des centaines de milliers de survivants avec l'aide de partenaires du Mouvement. Cette assistance comprenait des premiers secours d'urgence et d'autres soins, la fourniture d'abris de fortune et d'articles ménagers de base, la distribution d'argent liquide et l'aide au redémarrage des activités de subsistance, entre autres tâches critiques. Ici, des volontaires de la Croix-Rouge du Népal déchargent des secours à Katmandou.

Photo : Patrick Fuller/FICR



programme psychosocial du CICR au Népal.

À Khalte, la majorité des maisons de boue et de pierre ont été réduites en monticules de gravats. Dix personnes ont péri et 12 ont été blessées. Le bétail a été en grande partie écrasé dans les étables, tandis que les semences de riz et de millet destinées aux semailles ont fini dans un bain de boue.

Lorsque Jaya cesse de parler, un long silence s'installe. Exprimer ses émotions en public n'est pas dans les mœurs népalaises. Un homme d'âge mûr prend cependant soudain la parole : «Chaque nuit, je fais des cauchemars. Je vois des maisons fissurées, des cadavres déambuler. Je suis terrorisé.»

Ces propos, en quelque sorte, «ouvrent les vannes». Chacun se met à parler en même temps, confie qu'il fait lui aussi des cauchemars, et raconte qu'il est habité par la peur, la souffrance et l'angoisse permanente d'une nouvelle secousse. Les mères évoquent leurs enfants, qui ne cessent de se disputer ou alors restent silencieux, qui ont des sautes d'humeur, refusent de jouer ou s'accrochent à leurs parents.

Jaya Shree Silpakar, une jeune femme menue de 24 ans, donne tour à tour la parole à chacun. Attentive à chaque récit, elle affiche sur son visage empathie et chaleur humaine, sans oublier de prononcer des paroles d'encouragement chaque fois que nécessaire.

À l'issue de la séance, elle demande au groupe de fermer les yeux pendant une minute et prononce ces mots : «Pensons aux âmes disparues, remercions la nature, qui certes a été cruelle mais qui nous a épargnés, et promettons-nous d'aller de l'avant en faisant preuve d'une plus grande solidarité.» Le silence s'installe de nouveau jusqu'à ce qu'un enfant, puis plusieurs, éclatent de rire. Toute l'assemblée est soudain prise d'un rire cathartique.

«Grâce à ces jeunes femmes, je respire à nouveau», explique Chitra Kumari Agasthi, l'une des femmes présentes à la réunion. «Elles m'ont fait comprendre qu'il était normal que je sente le sol trembler sous mes pieds, même en l'absence de secousse.» ■

France Hurtubise, Lucy Keating (FICR) et Mirva Helenius (Croix-Rouge finlandaise).

📍 Cette image de la ville de Singati, dans le district de Dolakha, montre le degré de dévastation des zones montagneuses isolées et les difficultés auxquelles se sont heurtés les agents humanitaires pour acheminer les secours.

Photo : Mirva Helenius/Croix-Rouge finlandaise

📍 Lorsque les voies de communication étaient coupées, le matériel et les secouristes ont souvent dû être acheminés par hélicoptère, et les secours portés à pied sur de longues distances.

Photo : Palani Mohan/FICR



📍 Le tremblement de terre a aussi déclenché une réaction du Mouvement tout entier : quelque 200 collaborateurs de plus de 17 Sociétés nationales ont joué des rôles divers. Dix unités d'intervention d'urgence, dont cette unité sanitaire de la Société canadienne de la Croix-Rouge, ont été mobilisées pour répondre aux besoins urgents — de l'eau et de l'assainissement jusqu'aux soins de santé, aux télécommunications et à la logistique. À l'approche de la mousson, la FICR et la Croix-Rouge du Népal ont collaboré pour préparer les communautés, prépositionner des stocks, former les agents de santé et distribuer des kits «abris», entre autres mesures.

Photo : Société canadienne de la Croix-Rouge



Des fondements plus solides

Pourquoi une solide assise juridique est le préalable à toute action humanitaire efficace et rigoureuse.

DE NOMBREUX HUMANITAIRES ne se soucient guère des lois et règlements qui définissent et régissent les organisations qui les emploient. Ils se sont engagés, comme volontaires ou comme employés, pour aider les personnes dans le besoin et non pour s'occuper de textes juridiques.

Pourtant, sans assise juridique solide, toute organisation humanitaire aurait bien du mal à maintenir une action humanitaire efficace et impartiale. Dans le cas des Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, des constitutions, des règlements et des statuts solides et bien conçus sont essentiels pour pouvoir fonctionner de manière autonome, respecter les Principes fondamentaux et servir d'auxiliaire efficace à leurs gouvernements.

Ce sont là quelques-unes des raisons pour lesquelles le Mouvement est maintenant engagé dans un effort global pour encourager et aider les Sociétés nationales à actualiser, à réviser et à améliorer les statuts et les lois qui les régissent et qui définissent leur rôle. Il n'y a pas qu'en temps de catastrophe ou de conflit que ces textes sont importants. Des lois et des statuts clairs et solides jouent un rôle important et positif pour préserver la crédibilité publique et pour garantir en tout temps la confiance des donateurs et des membres.

Ainsi, la Croix-Rouge suédoise est, à bien des égards, devenue une Société nationale plus forte et plus unie après avoir effectué une révision complète de ses textes statutaires, dans le sillage d'un scandale survenu en 2009.



Tout a commencé lorsque des collaborateurs de la Société, au siège de Stockholm, ont eu des soupçons au sujet des factures reçues par le Département communications. Un examen plus approfondi leur permit de constater que les services décrits dans les factures émanant de deux sociétés de médias et de communication n'avaient jamais été effectués ou avaient été artificiellement gonflés.

👤 Eva von Oelreich,
présidente de la Croix-Rouge
suédoise.

Photo : Melker Dahlstrand

LES PRINCIPES
FONDAMENTAUX

LOI SUR
L'EMBLÈME

Après que la Croix-Rouge a remis ses conclusions aux procureurs, le directeur des communications, puis par la suite deux directeurs d'entreprise, ont été jugés responsables et condamnés pour fraude aggravée.

Cet incident a gravement compromis la réputation de la Croix-Rouge suédoise et celle du Mouvement en Suède; en trois ans, la Société nationale a perdu un tiers de ses membres. Tout a été remis en cause : les salaires des dirigeants, l'efficacité des services, les raisons pour lesquelles la Société nationale n'avait pas décelé la fraude et agi plus tôt. La nouvelle présidente, Eva von Oelreich, qui a pris ses fonctions avec pour devise «Mettre en œuvre nos principes», explique : «J'ai accepté de devenir présidente en raison de la crise». Sa devise avait pour objet de donner une nouvelle image à la Société nationale.

«Quand vous avez perdu la confiance du grand public, le moment est tout trouvé pour introduire un réel changement, car la crise peut vous aider à reprendre la bonne direction. Il nous fallait retrouver la confiance de la population : nous devons retrouver l'âme de la Croix-Rouge.»

Retour aux fondamentaux

Ce fut un temps de remise en question radicale de l'institution. Outre les changements systémiques et structurels, la Société nationale a décidé de ne pas se pencher seulement sur les défauts de procédure qui auraient pu favoriser la fraude, mais aussi sur

«Bien des Sociétés nationales auraient pu être déchirées par le conflit, or rien de tel ne s'est produit ici. Les membres, les employés et les volontaires sont unis pour offrir des services dans les zones tenues par l'opposition comme dans celles qui sont aux mains du gouvernement.»

John Labor, secrétaire général de la Croix-Rouge sud-soudanaise, selon lequel la cohésion de sa Société nationale est due aux lois qui définissent son statut

ses fondements mêmes : l'ensemble de textes, lois, règlements et principes inscrits dans sa constitution interne et dans la législation nationale.

Grâce aux conseils de la Commission conjointe CICR/FICR pour les statuts des Sociétés nationales — un organe de conseillers de la FICR et du CICR chargé d'aider les Sociétés nationales à améliorer leurs textes juridiques —, la Croix-Rouge suédoise a pu donner force à des réformes qui l'ont aussi aidée à retrouver la confiance du public, à attirer à nouveau des volontaires et à favoriser une meilleure cohésion interne autour des principes essentiels du Mouvement.

«Nous avons tenté de tirer parti au mieux de cette crise», assure Dick Clomé, responsable des politiques de la Croix-Rouge

suédoise et conseiller stratégique du secrétaire général. «Nous sommes revenus à l'essentiel : les Conventions de Genève, les Principes fondamentaux, l'énoncé de mission du Mouvement; ces textes nous ont servi de base pour tout reconstruire.»

L'une des premières tâches consista à mettre en évidence, dans les statuts, le texte des Principes fondamentaux. Eva von Oelreich le reconnaît, «nous n'avions pas utilisé les Principes de manière suffisamment explicite. Ils doivent être mis en pratique, raison pour laquelle nous avons lancé le projet *Mission Humanité*, afin d'établir le lien entre les Principes fondamentaux et les réalités d'aujourd'hui. Avec ces deux mesures, nous avons clairement montré à tout le monde que les Principes formaient l'ossature de notre action.»

Bien que la Croix-Rouge suédoise, qui a vu le jour en 1865, soit largement connue pour ses opérations nationales et internationales, elle n'a jamais réussi à faire promulguer par le gouvernement une loi qui la reconnaisse explicitement, ou «loi Croix-Rouge». Elle a cependant réussi à obtenir une reconnaissance de facto, par la loi sur l'emblème et par une série d'autres textes réglementaires définissant son rôle et ses responsabilités.

En actualisant sa loi relative à l'emblème (dont la dernière révision datait de 1953), la Croix-Rouge suédoise a aussi pu préciser et renforcer son rôle d'auxiliaire, essentiellement par les documents préparatoires qui décrivent l'engagement de la Société à l'égard des Principes fondamentaux.

Cette reconnaissance a joué un rôle critique à l'heure où la Société nationale



«Les Sociétés nationales sont confrontées à de nouveaux enjeux. Les lois et les statuts internes qui définissent, soutiennent et encadrent leur action devraient donc refléter ces nouvelles réalités.»

René Kosirnik, président de la Commission conjointe CICR/FICR pour les statuts des Sociétés nationales

s'engage, en Suède, dans des débats sur la participation de la société civile aux réactions aux catastrophes et aux autres crises et dans la définition de son rôle auprès des ministères chargés de dossiers comme les demandeurs d'asile, la réadaptation des victimes des conflits et les migrants.

Cependant, le débat sur l'assise juridique de la Société nationale est largement sorti du cadre de telle ou telle question précise. En définitive, les lois et les statuts ne valent que si la Société nationale les applique concrètement. Dans le cas de la Croix-Rouge suédoise, les réformes juridiques étaient étroitement liées aux efforts pour améliorer son fonctionnement et sa stratégie à long terme.

Une partie importante de cet effort a été réalisée dans le cadre du processus Évaluation et certification des capacités organisationnelles, un outil d'auto-analyse mis au point par la FICR qui aide les Sociétés nationales à évaluer clairement et à traiter leurs forces et leurs faiblesses, et à s'adapter aux difficultés propres à leur environnement.

«La Suède n'est pas un pays particulièrement exposé aux catastrophes et nous n'avons pas connu de conflit depuis 200 ans, relève Eva von Oelreich, mais les modèles des catastrophes et des troubles sociaux évoluent, et les répercussions de ces phénomènes franchissent plus aisément les frontières. Quel est donc le rôle de la Société nationale en termes de nouveaux enjeux humanitaires dans le pays aujourd'hui ? Ce sont des questions que nous devons absolument aborder.»

Un effort à l'échelle du Mouvement

Dans bien des cas, c'est une crise qui pousse les Sociétés nationales à revoir leurs principes directeurs juridiques; or, il serait souhaitable qu'elles réexaminent leurs statuts à intervalles de quelques années.

Du fait de l'évolution de la nature du conflit et de problèmes nouveaux tels que la migration, des pressions se font jour depuis 2009 au sein du Mouvement pour prendre les devants et encourager les Sociétés nationales à adapter les lois qui forment le socle de leur existence et de leur action.

«Nous vivons dans un monde en pleine mutation, sur le plan local comme au niveau global», explique René Kosirnik, président de la Commission conjointe. «Les Sociétés nationales sont confrontées à de nouveaux enjeux. Les lois et les statuts internes qui définissent, soutiennent et encadrent leur action devraient donc refléter ces nouvelles réalités.»

Dans bien des cas, cependant, les lois qui définissent le statut des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ont plus de cinquante ans et ont été rédigées à une époque où les structures politiques de leur pays étaient entièrement différentes.

Un grand nombre des règlements internes qui définissent la manière dont les Sociétés nationales sont organisées, gouvernées, ou leurs relations avec le gouvernement, sont eux aussi obsolètes ou ne respectent pas les normes de base définies par les *Lignes directrices relatives aux Statuts des Sociétés nationales*.

Selon un rapport de la Commission conjointe au Conseil des Délégués du Mouvement à sa session de 2013, à peine plus de 25 % des Sociétés nationales ont adopté des statuts satisfaisant pleinement aux exigences minimales définies dans les *Lignes directrices* et dans les avis consultatifs de la Commission.

Pourtant, près de 90 % des Sociétés nationales ont lancé le processus de mise à jour de leurs statuts, après l'adoption, par divers organes directeurs du Mouvement, de résolutions les encourageant à réviser leurs textes et à veiller à ce que toutes les composantes du Mouvement fonctionnent bien dans le respect des Principes fondamentaux.

Une assise juridique solide peut, par exemple, contribuer à protéger les Sociétés nationales contre toute manipulation par les autorités au service de leurs politiques économiques ou sociales, alors qu'elles devraient être capables d'agir sur la base de motifs purement humanitaires. C'est particulièrement vrai dans les cas où un environnement politique polarisé risque de compromettre son indépendance et sa neutralité (voir ci-contre l'encadré sur la Croix-Rouge sud-soudanaise).

«Les principes d'indépendance, d'impartialité et de neutralité ont encore

Une ba

La législation nationale et les statuts de la Croix-Rouge sud-soudanaise l'aident à préserver son indépendance, son impartialité et sa cohésion interne dans un pays diversifié et déchiré par le conflit.

Des volontaires de la Croix-Rouge sud-soudanaise participent à une séance de démonstration de premiers secours et de principes humanitaires à la fin de l'année 2013.

Photo : Marco di Lauro/Getty Images/CICR



se pour l'action



John Lobor, secrétaire général de la Croix-Rouge sud-soudanaise.

Photo : Juozas Cernius/FICR

Au plus fort d'une guerre civile dévastatrice, la Croix-Rouge sud-soudanaise doit apporter une assistance humanitaire impartiale à des catégories différentes de personnes prises entre des factions en guerre. Au cœur de la violence et du chaos, une loi peut-elle faire une quelconque différence ? John Lobor, secrétaire général de la

Croix-Rouge sud-soudanaise, affirme que l'adoption de la loi relative à la Croix-Rouge, qui reconnaît officiellement la Société nationale comme un acteur humanitaire indépendant, impartial et neutre, a été un instrument critique pour aider la Société nationale à soutenir des personnes dans toutes les régions du pays.

«La loi relative à la Croix-Rouge a été adoptée par le parlement et signée par le président de la République du Sud-Soudan, explique-t-il. Cela signifie que le

gouvernement s'est engagé à reconnaître la Société nationale, qui doit respecter les Principes fondamentaux, et que la Société nationale peut prendre ses propres décisions, de manière autonome, sur la manière de gérer ses opérations.»

Cela ne signifie pas pour autant que les choses se déroulent toujours sans encombre pour les volontaires actifs dans des zones de grandes violences et tensions, mais au moins il existe une base solide pour protester lorsque le gouvernement ou les groupes armés cherchent à interférer dans les opérations d'assistance.

John Lobor évoque un cas dans lequel des volontaires ont été attaqués par des résidents d'un camp proche de Juba, la capitale du pays. «Les gens qui ont arrêté les volontaires les ont accusés de travailler pour le gouvernement, parce que la loi sur la Croix-Rouge avait été signée par le président. Mais nous avons pu aller les trouver et leur expliquer que la loi n'avait pas été signée par le président seul, mais bien par l'ensemble des membres du parlement, qui représentent tous les secteurs du pays et tous les groupes ethniques.»

Il est non moins important, ajoute-t-il, que les statuts internes de la Société nationale contribuent à faire en

sorte que les volontaires soient acceptés dans toutes les communautés touchées par les combats. Cela est possible parce que les principes d'unité et d'universalité sont inscrits directement dans la constitution de la Société nationale.

«Notre conseil d'administration et les conseils de nos sections doivent inclure des représentants des divers groupes ethniques qui composent la Société nationale, explique John Lobor. C'est quelque chose qui crée naturellement un sentiment positif à l'égard de la Société nationale. Nous sommes la Société nationale de tous.»

De ce fait, la Société nationale a beaucoup plus de chances de pouvoir fournir une assistance humanitaire impartiale aux personnes qui ont les plus grands besoins, quel que soit le groupe ethnique auquel elles appartiennent. Cela contribue aussi à préserver la cohésion dans le fonctionnement de la Société nationale.

«Bien des Sociétés nationales auraient pu être déchirées par le conflit, or rien de tel ne s'est produit ici. Les membres, les employés et les volontaires sont unis pour offrir des services dans les zones tenues par l'opposition comme dans celles qui sont aux mains du gouvernement.»



gagné en pertinence, relève René Kosirnik. Il est vraiment essentiel que ces principes soient mis en œuvre et vécus par la Société nationale, mais aussi connus et compris par ses partenaires et par la population.»

Un équilibre délicat

Comment peuvent-elles préserver leur indépendance tout en restant pleinement engagées, en tant qu'auxiliaires des pouvoirs publics : tel est sans doute le problème le plus délicat et le plus courant que rencontrent les Sociétés nationales en termes juridiques et éthiques, explique René Kosirnik.

Si le rôle d'auxiliaire n'est pas bien défini et si la relation est trop étroite, la Société nationale peut finir par fonctionner comme une simple branche du pouvoir exécutif; si, à l'inverse, la relation est trop lâche, la Société nationale risque d'être perçue comme une simple organisation non gouvernementale (ONG) comme toutes les autres.

La Croix-Rouge de Mongolie est l'une des nombreuses Sociétés nationales qui s'efforcent de trouver cet équilibre délicat.

«Nous sommes revenus à l'essentiel : les Conventions de Genève, les Principes fondamentaux, l'énoncé de mission du Mouvement; ces textes nous ont servi de base pour tout reconstruire.»

Dick Clomén, responsable des politiques de la Croix-Rouge suédoise et conseiller stratégique du secrétaire général

En 2000, le parlement de Mongolie a approuvé une nouvelle loi sur la Croix-Rouge qui autorise la Société nationale à fonctionner indépendamment du gouvernement et des partis politiques. (Jusqu'à-là, la Société nationale faisait partie du ministère de la Santé et les postes de direction au niveau national et local étaient occupés par des responsables du ministère.)

«La nouvelle loi a joué un rôle important pour l'évolution de notre Société nationale», explique Bolorma Nordov, secrétaire général de la Croix-Rouge de Mongolie, «mais elle a aussi défini la Croix-Rouge comme une ONG. Nous devons maintenant changer cette définition, parce que la Société nationale est une organisation humanitaire nationale et nous devrions avoir un rôle d'auxiliaire du gouvernement.»

Un rôle d'auxiliaire plus affirmé renforcerait la capacité de la Société nationale de travailler en partenariat avec le gouvernement, et même de bénéficier de fonds publics. Dans un pays aux ressources limitées, où la Société nationale dépend grandement d'un financement international pour réaliser des projets essentiels, l'appui du gouvernement créerait une base de ressources plus équilibrée, ce

qui pourrait renforcer l'indépendance de la Société nationale par rapport aux donateurs externes.

Des défis communs

D'autres problèmes peuvent surgir lorsque les Sociétés nationales n'ont pas de statuts internes clairs et actualisés qui définissent leur fonctionnement, par exemple la distinction entre les fonctions de gouvernance et de gestion, ce qui peut conduire à une concentration du pouvoir au sein d'un organe donné de la Société ou dans les mains d'une personne, explique René Kosirnik.

Il est important, ajoute-t-il, de disposer de mécanismes bien définis de partage du pouvoir et de décision sur les questions cruciales, avec un système de contre-pouvoirs approprié entre les diverses composantes de la Société nationale. Les statuts internes sont un moyen important de prévoir ces contrôles et contrepoids.

Par le passé, des lois modèles reconnaissant la Croix-Rouge ont été proposées; aujourd'hui, la tendance est à une flexibilité accrue afin de tenir compte de la situation humanitaire dans le pays. La Commission conjointe elle-même s'écarte de la prescription de lois «pilotes» uniformes et de recommandations universelles. Elle révisé son document de base et penche pour une stratégie plus souple, en recourant à diverses méthodes pour encourager l'indépendance, ou le partage de pouvoir en interne, en se fondant sur ce qui peut être mis en œuvre de manière réaliste en tenant compte des cultures et de la réalité politique de chaque pays.

«Il reste un certain nombre de choses sur lesquelles nous resterons inflexibles, en particulier tout ce qui touche aux Principes fondamentaux, assure René Kosirnik. Mais il y a des aspects de nos directives qui pourraient être adaptés, ou appliqués de manière à refléter les réalités, les changements et les difficultés que nous affrontons tous.» ■



Illustration: Ben Shearin

LES PRINCIPES
FONDAMENTAUX

POUVOIRS ET
CONTRE-POUVOIRS

GOVERNANCE
DÉMOCRATIQUE

RÔLE
D'AUXILIAIRE

STATU
INTER

LOI SUR
L'EMBLÈME

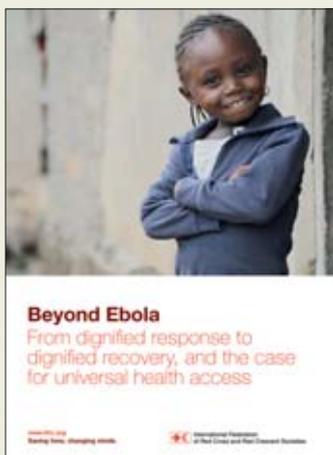
LOI SUR LA
RECONNAISSANCE

STATUTS
INTERNES

POUVOIRS ET
CONTRE-POUVOIRS

GOUVER
DÉMOCR

PUBLICATIONS



Beyond Ebola: From dignified response to dignified recovery, and the case for universal health access

FICR 2015

Selon ce nouveau rapport de la FICR, l'épidémie de maladie à virus Ebola qui a fait rage l'année dernière en Afrique occidentale nous contraint à repenser notre manière de réagir aux urgences sanitaires. Si les leçons apprises au Libéria, en Guinée et en Sierra Leone ne sont pas mises en pratique dans le monde entier, la maladie resurgira. L'état précaire des systèmes de santé dans des pays sortis depuis peu du conflit ainsi que la méfiance des communautés à l'égard des institutions ont prolongé les souffrances et aggravé le bilan en vies humaines. Il faut donc, pour éradiquer la maladie, que les communautés elles-mêmes participent et soient préparées. Ce n'est que lorsque la population comprend le virus et sait comment se protéger qu'il peut être vaincu. Pour obtenir des acquis durables, l'implication des communautés et de leurs dirigeants locaux est essentielle. Disponible en anglais.

Bled dry: How war in the Middle East is bringing the region's water supplies to breaking point. An ICRC report

CICR 2015

Même sans les conséquences dévastatrices des récentes périodes de sécheresse et des conflits en cours,

de nombreux pays du Moyen-Orient auraient du mal à répondre aux besoins essentiels en eau de populations urbaines toujours plus nombreuses et d'une production vivrière en hausse. Ce rapport révèle comment les conflits en Syrie, en Israël et dans le territoire palestinien occupé, ainsi que les suites du conflit au Liban et de près de trois décennies de guerre et de sanctions en Irak, ont contribué à amener les ressources hydriques et les systèmes d'alimentation en eau près du point de rupture. Le rapport esquisse aussi une série de solutions concrètes pour combattre ce problème durable et complexe. Disponible en anglais.

Red Cross Red Crescent Reference Centres 2015 Contributing to the impact of the global Red Cross Red Crescent Movement

FICR 2015

Depuis le début des années 1990, la FICR a soutenu le déploiement de 12 centres de référence spécialisés au sein de Sociétés nationales partout dans le monde. Ces centres, qui travaillent en coordination étroite avec le secrétariat de la FICR, font partie d'un réseau collaboratif global conçu pour offrir une assistance technique, pour partager des informations et pour réaliser un travail de recherche et d'information pour le Mouvement. En combinant la recherche, l'innovation et les pratiques éprouvées, ils ont amélioré la qualité des outils et des conseils utilisés pour sauver des vies et pour renforcer les communautés. Cette brochure offre un rapide coup d'œil sur la gamme de services offerte par chaque centre. Disponible en anglais.

Découvrez le CICR

CICR 2015

Cette version revue et actualisée de la brochure de 2005, très largement diffusée, offre un tour d'horizon des opérations du CICR et de la manière dont il relève les défis nouveaux auxquels se heurte l'action humanitaire au XXI^e siècle. La brochure permet en outre au lecteur de découvrir le CICR par les yeux de cinq personnes — bénéficiaires, employés et partenaires

— qui racontent comment elles ont découvert le CICR, ses collaborateurs et sa mission.

Disponible en anglais, arabe, chinois, français et russe.

A harmonized approach to community health Cambodia: A case study

FICR 2015
Le Cambodge, qui se relève après des décennies de conflit, est l'un des pays les plus pauvres du monde. L'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base y demeure un défi de taille. Les inondations, la sécheresse, la diarrhée et les maladies à transmission vectorielle comme la dengue et le paludisme représentent des risques sanitaires importants pour les communautés, surtout en zone rurale, où il peut être difficile de gagner les dispensaires. En 2010, la Croix-Rouge cambodgienne a commencé à mettre en œuvre une démarche de santé et de premiers secours axée sur la communauté pour mieux aider les collectivités en matière de prévention des maladies, de préparation aux catastrophes et de connaissances sanitaires. Cette étude de cas montre comment la section de Kratie de la Société nationale a harmonisé

avec succès les activités relatives à l'eau et à l'assainissement avec les structures de santé, le matériel et les ressources existantes dans 48 villages. Disponible en anglais.

Évaluation rapide des marchés : lignes directrices

CICR/FICR 2015
Dans les économies de marché d'aujourd'hui, les moyens de subsistance dépendent dans une large mesure de leurs produits aux consommateurs, aux détaillants ou aux grossistes, les artisans produisent divers biens qu'ils écoulent de la même manière, les ménages achètent des produits essentiels à un éventail de détaillants et ainsi de suite. Des chocs soudains, tels que des catastrophes naturelles et des conflits, peuvent entraver le fonctionnement des marchés et, par là, saper fortement la capacité des habitants d'accéder à des produits de base essentiels à leur subsistance. Cette brochure permet de mieux comprendre ces mécanismes, afin que les interventions destinées à améliorer les moyens d'existence et la sécurité économique soient plus efficaces et durables. Disponible en anglais, arabe, espagnol et français.

VIDÉOS

Croix-Rouge et Croissant-Rouge, rétablissement des liens familiaux

CICR 2015
Découvrez, dans ce film d'animation simple et succinct, comment le site Web du CICR sur le rétablissement des liens familiaux aide à renouer le contact entre les membres de familles séparés par les conflits, les catastrophes ou les migrations. Disponible sur le site Web du CICR en anglais, arabe, chinois, espagnol, français, japonais, portugais et russe.

Anatomie d'une destruction Armes explosives en zones peuplées

CICR 2015
Les armes explosives conçues au départ pour les champs de bataille

sont de plus en plus utilisées en zone urbaine. Comme le montre ce bref film d'animation sous une forme simple et claire, les effets sur les civils sont souvent dévastateurs, même quand ces armes ciblent des objectifs militaires légitimes. Disponible sur le site Web du CICR en anglais, arabe, chinois, espagnol, français, japonais, portugais et russe.

A day in the life of our volunteers

FICR 2015
Le 8 mai, Journée mondiale de la Croix-Rouge, la FICR a demandé à ses volontaires dans le monde entier d'envoyer des photographies de leur activité ce jour-là. Plus de 3000 images de 110 pays ont été transmises. Cette brève vidéo réalisée par Soja Films, une société de production créée par des volontaires de la Croix-Rouge suédoise, présente quelques-unes de ces photographies. Disponible en anglais à l'adresse <http://bit.ly/1LwpvT3>



Les personnes qui survivent aux violences sexuelles sont souvent dénigrées, tenues à l'écart et vivent sous la menace de représailles au cas où elles accuseraient publiquement leurs agresseurs. Ci-dessus, une femme témoigne, sous couvert d'anonymat, devant un tribunal militaire mis sur pied en 2014 pour juger des membres des forces armées de la République démocratique du Congo accusés d'actes de viol et d'autres abus sexuels commis deux ans plus tôt. Les photographies de ces procès ont valu à leur auteur, Diana Zeyneb Alhindawi, le premier prix du concours de photojournalisme «Visa d'Or humanitaire du CICR» (voir page 4).

Photo : Diana Zeyneb Alhindawi